



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste

unifié

N° 56

3 JUIN 1961

PRIX: 0,40 NF

SI VOUS ÊTES

POUR

La vie politique de notre pays, surtout depuis l'avènement du régime gaulliste, est décidément fertile en situations paradoxales.

Voici à peine plus d'un mois qu'éclatait le dernier complot militaire ourdi à Alger — le troisième en trois ans. La France était en état d'alerte, les hommes du Gouvernement désemparés et contraints de s'interroger sur les vertus et la solidité de leur régime, les masses populaires prêtes à se mobiliser pour faire face, et à s'unir.

Trente-cinq jours seulement après des événements d'une telle ampleur, a lieu une consultation électorale. A en juger par le style de la campagne qui vient de se

C'est pour ces raisons que le P.S.U., tirant la leçon des événements, estimait que ces élections, par-delà leur modeste enjeu traditionnel, devaient être une occasion de prolonger et de consolider le rassemblement organisé pour faire échec au putsch du 22 avril, de jeter les bases, dès aujourd'hui, d'une coalition des forces démocratiques ?

Dans cet esprit, notre Parti a proposé à toutes les organisations politiques et syndicales qui s'étaient affirmées dans la résistance antifasciste d'avril, de mener une campagne commune sur des mots d'ordre arrêtés en commun, pour battre les candidats conservateurs et préparer les conditions du Front socialiste.

*la paix avec l'Algérie,
la Démocratie,
la justice sociale,
la laïcité,*

CONTRE

dérouler, par les dispositions prises par les partis politiques, par le nombre et les étiquettes des candidats, tout semble se passer comme si le grand ébranlement d'Avril ne s'était pas produit.

On doit le reconnaître franchement : il est fort regrettable que les organisations politiques et syndicales, — qui manifestaient il y a un mois leur résolution de faire échec au complot et de défendre la liberté — aient permis qu'il en soit ainsi.

Sans doute, peut-on tirer argument de la nature même de cette consultation. La moitié seulement du corps électoral est appelée à voter. Jamais les élections cantonales n'ont suscité de grand mouvement politique.

Mais n'est-il pas évident que nous sommes placés dans des circonstances exceptionnelles ? Peut-on croire que l'échec du complot, la quiétude du moment présent signifient que toute menace de nouvelle tentative fasciste soit écartée ? Et comment ne pas voir, aussi, le danger que constitue le durcissement autoritaire du régime gaulliste ?

Cet appel n'a malheureusement pas été entendu.

Nous le déplorons. Mais nous avons la certitude qu'un tel mot d'ordre répond à la fois aux nécessités de la situation et au vœu profond des masses populaires. Aussi s'imposera-t-il, malgré les résistances de la routine et du sectarisme.

Dans ces conditions, le P.S.U. a présenté dans de nombreux cantons ses propres candidats. Il devait être présent à cette bataille comme à toute bataille politique. C'est pour tous nos militants un moyen de poursuivre notre implantation et de marquer notre place de parti neuf en face des partis traditionnels.

C'est, plus encore, une occasion de faire largement connaître nos mots d'ordre : vigilance contre le danger fasciste toujours présent, lutte contre le pouvoir personnel, paix en Algérie, défense de la laïcité, soutien aux revendications des travailleurs, nécessité et urgence de l'union des organisations syndicales et politiques pour hâter la fin du régime gaulliste et lui substituer un régime de véritable démocratie.

Robert VERDIER.

*le fascisme,
le pouvoir personnel et réactionnaire*

Votez "P.S.U."

(Acme-U.P.)



Une réunion du Ku-Klux-

Les événements de l'Alabama et du Mississippi viennent, après Little Rock, de rappeler à l'opinion internationale que le problème noir aux U.S.A., avec son cortège de haine et de violences, n'avait pas encore trouvé de solution. La grande presse américaine, la première, n'a pas manqué de flétrir cette explosion de passions stupides et de souligner ses conséquences catastrophiques sur le prestige international des Etats-Unis, et sur leur position dans la rivalité Est-Ouest. Plutôt que les événements eux-mêmes, abondamment relatés par la presse, c'est de leur signification profonde et de l'importance exacte du problème noir au sein de la politique intérieure du pays que l'article présente tente de donner un rapide aperçu (1).

CE qui s'est passé à Anniston, Birmingham, Montgomery, Jackson, n'est qu'une des péripéties de la lutte pour l'intégration des Noirs qui n'affecte pas seulement les Etats du « Deep South », mais également, — quoique de façon beaucoup moins spectaculaire — les régions industrialisées du Nord-Est des Etats-Unis, où les Noirs, attirés par les hauts salaires de l'industrie, sont de plus en plus nombreux.

La « Guerre de Sécession », l'une des plus sanglantes guerres civiles de l'Histoire, avait pour motif officiel l'abolition de l'esclavage dans les Etats du Sud. Après la victoire du Nord, l'abolition fut décidée en 1865 (13^e amendement à la Constitution fédérale). La situation des Noirs n'en fut pas modifiée pour autant. Devant la permanence de cette distorsion entre le droit et la réalité, un certain nombre de personnalités blanches décidèrent la création, en 1908, de la « National Association for the Advancement of Colored People » (N.A.A.C.P. : Association Nationale pour le progrès des populations noires), qui compte aujourd'hui plus de 320.000 adhérents et bénéficie d'importants appuis financiers.

Mais c'est seulement avec l'avènement de la politique du New Deal (1932) et la guerre de 1939-45 et le caractère irréversible de l'intégration de fait qui en résulta au sein de l'armée, que les premiers résultats furent obtenus. Entendons-nous bien : les conséquences de la politique de « New Deal » sur la situation des populations noires ne tiennent pas tant à une volonté précise de réaliser l'intégration, — volonté qui n'existait pas en fait, du moins au départ — qu'au déclenchement d'un processus irréversible : Confronté à une situation économique catastrophique, Roosevelt entreprit une politique de réformes radicales et dut modifier la composition de la Cour Suprême dans un sens plus favorable à ses décisions. La dynamique de l'évolution économique aboutissait ainsi à l'élimination des éléments conservateurs des autorités fédérales. C'est parce qu'il pratiqua une politique plus orientée « à gauche » que Roosevelt fut amené à lutter contre la ségrégation raciale.

Le calme revient peu à peu en Alabama. A Montgomery la loi martiale a été levée, et les derniers agents fédéraux envoyés par M. Robert Kennedy, ministre de la Justice, ont été retirés. Cependant la campagne des « pèlerins de la liberté » semble devoir se poursuivre, et de nouvelles violences sont à craindre, d'autant que l'administration des Etats du Sud, bien loin de poursuivre les fauteurs de trouble, réserve ses rigueurs aux adversaires de la ségrégation qui ne demandent que le respect des lois fédérales : c'est ainsi que 39 pèlerins de la liberté sont emprisonnés dans l'Etat de Mississippi pour avoir « troublé l'ordre public ». Dernières vexations d'un colonialisme et d'un racisme qui se savent condamnés à plus ou moins longue échéance...

E.T.

L'AMÉRIQUE A SES "ULTRAS"

Depuis, la lutte des Noirs s'inscrit dans la ligne générale de progression américaine déclenchée par le tournant de 1937. Il y a 15 ans, la Cour Suprême condamnait la ségrégation dans les transports, puis le 17 mai 1954 dans l'enseignement public. C'est l'application de cette dernière décision qui provoqua les émeutes de Little Rock. Aujourd'hui, c'est à nouveau dans le domaine des transports qu'en application de décisions récentes du C.O.R.E. (Congrès pour l'égalité des Noirs) les libéraux blancs et noirs ont décidé d'orienter la lutte antiségrégationniste.

Dans tous les cas, les animateurs de la N.A.A.C.P. et du C.O.R.E. se sont refusés à employer la violence. Leur

chose par conséquent en ce qui concerne l'enseignement, les jeunes Noirs se trouvant souvent dans l'incapacité de parcourir des kilomètres pour aller profiter de l'enseignement des écoles blanches. Cette ségrégation de fait subsistera aussi longtemps que le pouvoir d'achat des Noirs sera inférieur au pouvoir d'achat des Blancs.

Cette situation d'infériorité économique et sociale (prolongée, sur le plan politique, par l'impossibilité pour de nombreux Noirs de voter), constitue, en fait, une nette amélioration par rapport au passé. Si le revenu moyen d'un Noir n'était en 1959 que 58 % de celui d'un Blanc, il n'était que de 30 % en 1940... En ce qui concerne l'enseignement, si l'intégration

pour rattraper le retard pris sur le Nord, s'identifie avec la lutte contre la ségrégation.

Sur un autre plan, les événements qui ont marqué l'application de l'intégration dans le domaine de l'enseignement et des transports ont créé une évolution capitale de la politique intérieure des Etats-Unis : d'un conflit entre les Noirs et les autorités locales, le problème est devenu conflit entre autorités locales et autorités fédérales ; par ailleurs, l'augmentation rapide du nombre de votants noirs, malgré les innombrables difficultés qui leur sont faites, montre qu'ils peuvent devenir une force d'appoint non négligeable dans les compétitions électorales, et, d'ores et déjà, le monde



Blancs et Noirs, à Little-Rock...

(Associated Press.)
L'armée escorte les étudiants aux portes des facultés.

position ne s'en trouve que renforcée auprès de l'opinion américaine et des autorités fédérales, puisqu'à leur tactique de « non violence directe », leurs adversaires ont toujours répondu par les moyens que l'on connaît. Il s'agit, en fait, d'un combat d'arrière-garde, à contre-courant de l'évolution politique américaine.

Pour donner plus d'efficacité à leur propagande, les partisans de la ségrégation cherchent à confondre lutte contre l'intégration raciale et lutte contre le communisme. De même que Mac Carthy, aux plus beaux moments de la « chasse aux sorcières » (aujourd'hui relayé dans ce rôle par la « John Birch Society ») exploitait auprès des populations blanches du Sud leur hostilité à l'égard de l'égalité des races, de même le chef du Parti nazi américain, Lincoln Rockwell, déclarait-il récemment : « Les Américains convenables haïssent et doivent haïr le communisme et le mélange des races. » Condamnés par les milieux d'affaires et les intellectuels, ces fanatiques de l'anticommunisme et du racisme ne trouvent plus aujourd'hui d'appuis qu'auprès des couches les plus modestes de la population blanche, ceux qu'on appelle les « petits blancs ».

Ce fait s'explique par l'évolution de la situation économique, sociale et politique du monde noir américain.

Quoiqu'ayant notablement progressé au cours des dernières années, la situation économique des Noirs reste très souvent misérable. Sur l'ensemble du territoire américain, le pouvoir d'achat des Noirs constitue 58 % du pouvoir d'achat moyen de la population blanche. En obligeant les Noirs à rechercher les loyers les moins chers, cette situation institue une ségrégation de fait par l'habitat, y compris dans le Nord des Etats-Unis. Même

actuelle reste en beaucoup d'endroits symbolique, il faut pourtant constater, avec Cl. Julien que, lors de la mise en application de la décision de la Cour Suprême (1954), le miracle ne fut pas la violence hystérique de Little Rock, mais le calme qui régna presque partout ailleurs. De même, dans le domaine politique : la loi du Sénat sur les droits civiques (1957) n'est intervenue qu'après que le nombre des votants noirs ait doublé en 10 ans.

Il s'agit là d'un progrès d'ensemble des Noirs américains, et c'est ce qui fait la force irrésistible du mouvement.

Par ses gains économiques, la population noire attaque la ségrégation dans l'habitat. Par ses progrès scolaires, elle acquiert plus de force politique. L'élévation du niveau intellectuel, social, économique et politique des Noirs permet l'apparition de dirigeants toujours plus nombreux et non coupés des masses dont ils proviennent, ce qui renforce encore d'autant la force et la cohésion du mouvement. L'histoire de la lutte pour l'égalité des races aux Etats-Unis a d'ailleurs confirmé l'efficacité des mouvements de masse. Seuls ceux-ci ont été efficaces ; non, les réussites individuelles (les « parvenus ») : les fortunes économiques de certains Noirs les ont coupés de leur milieu. (Parfois même, en exploitant les Noirs de manière à garder leur clientèle, ils contribuent à maintenir la ségrégation).

Les conséquences de cette poussée des Noirs sur l'évolution des structures politiques, économiques et sociales de la société américaine sont capitales.

Aujourd'hui, la lutte du syndicalisme dans le Nord s'identifie avec la lutte pour l'intégration raciale. De même, la lutte pour l'expansion économique, nécessaire dans les Etats du Sud

noir pèse d'un grand poids sur Washington.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement fédéral apparaît aujourd'hui comme le meilleur instrument de la démocratie. L'extension et le renforcement des pouvoirs fédéraux sont les conditions de la survie de la démocratie américaine. Les deux causes sont liées.

Après Little Rock, les événements récents ont à nouveau exprimé la force des préjugés racistes (mais aussi anti-communistes) dans une grande partie de l'opinion américaine. Ils ont aussi fait apparaître que la poussée des Noirs est lourde de conséquences pour l'avenir de la démocratie américaine. Les deux causes sont liées.

Plus qu'un baromètre, l'élément noir constitue l'un des moteurs essentiels de la vie démocratique. Il est l'une des principales causes d'optimisme pour les U.S.A. s'ils sont décidés à accomplir chez eux les profondes transformations nécessaires à leur adaptation aux réalités modernes.

Jacques POMONTI

(1) Pour plus d'information, sur le problème noir aux Etats-Unis, on pourra se reporter aux ouvrages et articles suivants :

— Claude Julien : Le Nouveau Nouveau Monde (Editions Julliard, Paris 1960, 2 volumes) : remarquable ouvrage, très bien documenté.

— Tom Kahn : « Unfinished Revolution » (brochure éditée par le Parti socialiste américain, 303 Fourth Avenue, New York 10).

— Etude parue dans le numéro du New York Times, du 29 mai 1961 (Edition Internationale : 61, rue Lafayette, Paris (9^e)).

— Richard Wright : « Native Son ».

L'ARTICLE 16 ET LA REVOLUTION

LES chefs du M.R.P. et de la S.F.I.O. sont très inquiets. Ils ont approuvé la Constitution de 1958. Ils se sont portés garants de son « esprit démocratique ». Ils ont fait voter pour elle leurs militants et leurs électeurs. Mais l'usage que le Général-Président en fait et notamment de son article 16 ne leur plaît guère.

Aussi prétendent-ils lui imposer des limites. L'article 16, disent-ils, est excellent pour combattre les complots militaires et pour terminer la guerre d'Algérie. Mais il ne faut pas l'utiliser pour gouverner, pour prendre des mesures contre les républicains et pour modifier la structure de l'Etat.

Nos braves « défenseurs de la démocratie », comme ils se qualifient eux-mêmes, ont trouvé des appuis auprès de certains juristes. De l'avis de ces derniers, l'article 16 ne permet pas au général de Gaulle de prendre des mesures autres qu'inspirées « par la volonté d'assurer aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'accomplir leur mission. » (Article 16, 3ème alinéa).

Il est bon de se référer au texte même de l'article 16, mais il importe d'en apprécier pleinement la portée. Les auteurs de la Constitution ont précisé à l'alinéa 1er les circonstances exceptionnelles qui autorisent le Président de la République à le mettre en application. Mais qui est qualifié pour dire que ces conditions sont réalisées ? Le Président de la République, et lui seul.

Il doit, certes, « consulter » au préalable le Premier ministre (son commis), les Présidents du Sénat et de l'Assemblée Nationale (mais pas les Chambres elles-mêmes) et le Conseil constitutionnel. Mais ces avis ne sont pas obligatoires pour le chef de l'Etat. Il prend seul la décision. Aucun recours contre sa décision n'est prévu.

La dictature légalisée

Ainsi, par exemple, si un jour, la grève générale des cheminots ou celle des P. et T., ou celle de l'E.D.F. paralyse partiellement l'activité du pays, le Président de la République pourrait la considérer comme interrompant « le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels ». Il se croirait donc justifié à mettre en application l'article 16, et cela, quelle que soit, à ce sujet, l'opinion de ceux qu'il doit consulter.

Aucun juriste ne peut contester cette interprétation. L'introduction de l'article 16 dans la Constitution permet au chef de l'Etat de s'arroger tous les pouvoirs exécutifs et législatifs, c'est-à-dire de devenir légalement un dictateur. Il le fait de sa propre initiative, d'après sa propre appréciation de la situation, par conséquent quand il le veut et comme il le veut.

Combien de temps peut-il légalement maintenir son pouvoir dictatorial ? Les doctes juristes du M.R.P. et le Secrétaire général de la S.F.I.O. (l'un des principaux auteurs de la Constitution), affirment que le Président de la République ne peut exercer ses pleins pouvoirs au-delà de la période exceptionnelle qui a justifié la mise en application de l'article 16. Peut-être, mais cette affirmation doit être complétée par la constatation que le texte de l'article 16 ne pose aucune limite dans le temps. Il laisse donc au Président de la République — devenu légalement un monarque absolu — le soin de décider lui-même si la situation est redevenue normale et s'il doit renoncer à son pouvoir dictatorial.

Un pouvoir illimité

En ce qui concerne les mesures à prendre, il a le même pouvoir absolu et illimité. Il décide seul de l'opportunité et de la constitutionnalité de ses décisions. L'avis du Conseil Constitutionnel ne le lie nullement. Cet avis n'est même pas publié au Journal Officiel. (Il convient toutefois de noter que l'avis sur l'application de l'article 16 a été inséré au J.O. bien que le texte de cet article ne le prévoie pas).

Etant seul juge de l'opportunité et du contenu des mesures réglementaires ou législatives qu'il prend en vertu de l'article 16, le Président de la

République n'a de comptes à rendre à personne. Un recours quelconque contre ses décisions est impossible. Il n'existe aucune instance habilitée à « dire le droit » en la matière. Il suffit que le chef de l'Etat considère une mesure quelconque comme nécessaire pour « assurer aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'accomplir leur mission » pour que sa décision soit considérée comme constitutionnelle. Elle devient immédiatement exécutoire... même si elle suspend l'application des garanties constitutionnelles, voire de la Constitution elle-même.

L'article 16 ne prévoit-il pas, en effet, que pour rétablir « le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels » « interrompu » (par les événements), le Président de la République peut concentrer entre ses mains tous les pouvoirs... en interrompant ainsi « le fonctionnement régulier » des principaux « pouvoirs publics constitutionnels », c'est-à-dire du Parlement et du Gouvernement ?

Les auteurs et les défenseurs M.R.P. et S.F.I.O. de la Constitution n'ont pas le droit d'affirmer le contraire. Ils devaient savoir qu'en approuvant la Constitution de 1958 et son article 16, qu'en faisant voter pour cette Constitution « démocratique » (Mollet) ils donnaient au général de Gaulle des pouvoirs illimités.

L'issue révolutionnaire

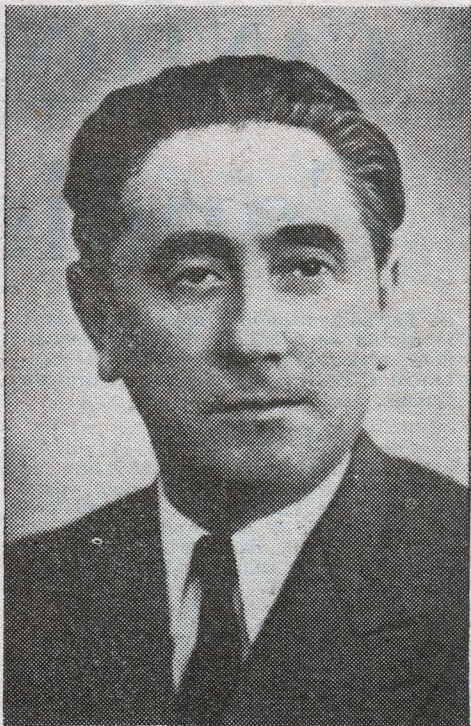
Le Général-Président ne les a pas trompés, eux. Mais pas plus qu'eux-mêmes, le général de Gaulle ne semble avoir pensé qu'une Constitution, comme celle de 1958, et que des dispositions, comme celles de l'article 16, ne peuvent conduire qu'à la Révolution.

Lorsqu'il n'existe pas de moyens légaux et démocratiques pour lutter contre l'arbitraire du Pouvoir, les peuples qui veulent défendre leurs libertés et qui aspirent à une société plus juste ne peuvent avoir recours qu'aux moyens extra-légaux, qu'aux moyens violents.

Pour combattre les complots militaires et pour négocier la paix avec le G.P.R.A. point n'est besoin de recourir aux mesures exceptionnelles. Nous l'avons démontré ici-même, il y a quelques semaines. L'arsenal des lois répressives suffit amplement.

L'application par le général de Gaulle de l'article 16 doit ouvrir les yeux des Français abusés. Elle leur prouve que le mal est dans le régime lui-même. Elle leur montre la nécessité impérieuse de le renverser.

Oreste ROSENFELD



André JOUBLOT
Candidat P.S.U. du IX^e arrondissement

UNE malicieuse coquille typographique nous a fait insérer, dans le dernier numéro de *Tribune Socialiste*, une « pensée » prêtée à Guy Mollet, mais que nous avons reproduite avec erreur.

Les lettres et coups de téléphone nous ont prouvé que — comme on

LA BELLE RECRUE

Qui donc osait prétendre que la S.F.I.O. voyait diminuer ses effectifs ? Bien au contraire, elle recrute. Et elle recrute des adhérents nouveaux et de qualité.

C'est ainsi que la section de Saint-Girons (Ariège) compte désormais le docteur Causse.

Le personnage n'a certes pas acquis une telle notoriété que son nom permette tout de suite de l'identifier. On parla cependant beaucoup de lui, il y a quelques années : il fut, dans les années 1950-1955, un des plus violents parmi les « ultras » du Maroc...

Au point que l'administration du protectorat fut elle-même obligée de l'expulser. Il lançait ouvertement des appels à la violence et ne cachait pas sa volonté de recourir à tous les moyens, « nous disons bien » TOUS LES MOYENS, pour faire obstacle à une politique de décolonisation.

Voici que la S.F.I.O. de l'Ariège l'a jugé digne d'être des siens. Après tout, rien de surprenant : Déjean, l'un des deux députés socialistes du département, n'a cessé d'approuver la politique de Lacoste.

une
erreur
et
quelques
mises
au
point

dit ordinairement — « nos lecteurs ont rectifié d'eux-mêmes ».

Et cependant... ce pourrait être un jeu d'imaginer quelques autres réactions.

Guy Mollet ne lit pas *Tribune*, naturellement. Il ne comprendrait rien à cette prose trop socialiste. Mais... supposons ! Dans ce cas, il nous aurait sommés de publier le rectificatif suivant :

« Moi, préférer Thorez à Challe ?... vous n'y pensez pas ! Quel grade a-t-il dans l'armée ? Sûrement pas celui de général. Moi, il me faut au moins un colonel ; un général c'est encore mieux. C'est pourquoi j'ai choisi Salan et de Gaulle le 13 mai. Aujourd'hui Challe a plus d'étoiles que de Gaulle, alors... »

De son côté, M. Moatti, qui veut que les élections du IX^e arrondissement soient arbitraires, son conflit avec celui qu'il a porté au pouvoir le 13 mai, aurait pu nous écrire :

« Si Guy Mollet choisissait Thorez, il ne serait plus mon ami... la S.F.I.O. jugera ! »

Mme Alexandre-Debray aurait été fort étonnée. Dame, ceci la dépasse terriblement, elle dont l'activité politique est toute remplie par ses interventions en faveur des feux rouges aux carrefours du IX^e arrondissement ! Et puis, c'est trop pour elle : hier, elle était avec Moatti, pour de Gaulle Aujourd'hui elle est contre Moatti et contre de Gaulle. Le 24 avril elle aurait accueilli Challe à Paris, et aujourd'hui elle doit s'expliquer sur ses relations ultras. On peut être baptisée dans le IX^e arrondissement et ne pas aimer ce genre de « confession ».

M. Garnier-Thenon, de son côté a dû être furieux. Pensez donc ! Il a quitté le R.P.F., dont il était, il y a peu, le délégué à la propagande, pour faire carrière à la S.F.I.O., aux côtés de Robert Lacoste et Max Lejeune.

Ce faisant, il n'a pas été « dépay-sé » : Algérie Française, 13 mai, putsch, colonels et barricades, tomates, etc... Aussi, connaissant son Guy Mollet, il n'aura certainement pas cru que le secrétaire général de la S.F.I.O. pourrait préférer le « Front Socialiste », même avec les communistes, à l'aventure militariste.

Enfin, M. Kaspeiret, candidat U.N.R., inconditionnel notoire, n'a pas dû être troublé. Il lui en faut plus que cela. Lorsqu'il était l'adjoint de M. Le Tac, s'est-il jamais ému de l'origine des fonds maniés par son secrétaire général ? Trente trois millions, ça va, ça vient, dans la grande industrie... et dans la politique, fut-elle dure et pure — de l'U.N.R. Et puis, la cuisine — sucrée — ça le connaît ! Et M. Alex Biscarre, son suppléant, n'hésite pas à donner, au milieu de ses titres, celui de Directeur Commercial à la Société Générale de Publications qui fut, paraît-il la 1ère bénéficiaire des 33 millions détournés aux malheureux souscripteurs du C.N.L.

Reste tout de même le P.C. qui, lui, aurait pu croire que nous voulions le déconsidérer en jetant Thorez dans les bras de Mollet. Quel ménage !

Notre « coquille » vaut bien un « Pan sur le bec » du *Canard Enchaîné* !

B. RENAUDOT

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

• Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

• Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

LE CANARD AUX ARRETS

NOTRE excellent confrère « Le Canard Enchaîné » est poursuivi pour « injures publiques à un corps constitué ». Il s'agit d'un article sur l'armée, publié il y a trois mois.

Nous savions déjà qu'en France, depuis longtemps, le ridicule ne tue plus... sinon la vie de certains hommes qui nous gouvernent serait dangereusement en péril.

Mais nous dénonçons avec véhémence la manœuvre du gouvernement Debré : on amuse la galerie avec le procès des généraux (quarteron d'ambitieux), après avoir ridiculisé la Justice avec le procès des Barricades et celui du bazooka. Mais, dans le même temps, on perquisitionne chez des personnalités, soupçonnées d'avoir soutenu la Déclaration des 121 et on poursuit certains journaux de gauche, coupables de « courage civique », car en notre V^e République, dénoncer la guerre, les tortures, les complots militaires, c'est un crime de lèse-majesté contre l'ARMÉE.

Excellente chose que cette nouvelle bête d'un gouvernement qui va réussir, en s'attaquant au « Canard Enchaîné », à mettre tous les rieurs contre lui. Car, en France, on rit « à Guignol » de voir rosser le gendarme et Le Canard à la dent dure.

ÉLECTIONS CANTONALES :

Les Candidats P.S.U.

Nous publions ci-dessous les noms des candidats présentés ou soutenus par le P.S.U. dans un certain nombre de départements pour les élections cantonales du 4 juin. Cette liste demeure toutefois très incomplète, des candidats P.S.U. étant présentés dans d'autres départements, notamment dans l'Allier, l'Ariège, la Côte d'Or, la Creuse, la Drôme, l'Eure, l'Isère, le Jura, le Loiret, le Lot et Garonne, le Maine et Loire, la Nièvre, les Pyrénées Orientales, la Haute Saône, la Saône et Loire, le Tarn et Garonne, l'Yonne et le Territoire de Belfort.

AISNE

Le P.S.U. présente la candidature de Gérard Marceau dans le canton de CHATEAU-THIERRY.
Et de Fortin dans le canton de SAINT-QUENTIN.

BASSES-ALPES

Canton de CHATEAU-ARNOUX : Guy Raymond ; Canton de MEZEL : Pierre BAYETTI.

ARDÈCHE

Canton de PRIVAS : André Laffont, maire d'Ajoux.

ARDENNES

MACHAULT : Dr Jean Lambert ; MON-THERME : Jean-Claude CAIN, avocat ; MONTHOIS : Pierre Pawlas, ouvrier de laiterie ; NOVION-PORCIEN : Roger le Borgne, fonctionnaire ; RAUCOURT : André Deguffroy, professeur d'Education physique ; RENWEZ : Gaston Labory, cheminot ; RUMIGNY : Roland Jouniaux, electricien ; SEDAN-NORD : Jeanne Felten, surveillante générale du Lycée ; SEDAN-SUD : Arthur Habary, maire de Francheval ; SIGNY-L'ABBAYE : J.-M. Commas, instituteur.

AUBE

Dans le 1^{er} canton de TROYES, le P.S.U. présente Jean Martin, secrétaire fédéral, cadre textile ; dans le 3^e canton de TROYES, Maurice Paynat, secrétaire fédéral adjoint, instituteur ; dans le canton de BOUILLY, Robert Poutailler, secrétaire de la section de Bouilly, cordonnier.

AVEYRON

Le P.S.U. présente le docteur Granier, secrétaire fédéral dans le canton de St-Affrique.

BOUCHES-DU-RHON

MARSEILLE

6^e canton : Dominique Perganti, docker, responsable syndical C.G.T.
8^e canton : Menga, instituteur.
9^e canton : Guy Couderc, employé P.T.T.
10^e canton : Marcel Leforestier, instituteur.
12^e canton : Serge Dermakarian, ouvrier.
A TARASCON : Pierre Venot, employé P.T.T.
A LAMBESC SAINT-CANNAT : Jean Daumas.
A LA CIOTAT : Francis Pinaud, commerçant.

CALVADOS

Le P.S.U. présente dans le canton de CAEN-EST la candidature de Claude Fouque, secrétaire fédéral.

CHARENTE

Deux candidats P.S.U., Pierre Foucher, professeur, président du Comité de locataires, secrétaire fédéral du P.S.U. dans le canton d'ANGOULEME et Rémy Alloncle, agent immobilier dans le canton de VERTEUIL.

CHARENTE-MARITIME

Le P.S.U. présente des candidats du Parti dans six cantons : à LA ROCHELLE, SURGERES, ROCHFORT - SUD, ROYAN, SAUJON, SAINTES-SUD.

COTES-DU-NORD

Le P.S.U. présente des candidats dans la plupart des cantons.
PAIMPOL : Marcel Le Guyader, conseiller sortant.
SAINT-BRIEUC : Jacques Galaup, conseiller municipal de Saint-Brieuc.
JUGON : Eugène Besnard, maire de Plespan.
MAEL-CARHAIX : Jean Keribin, maire.
MONCONTOUR : Olivier Savory.
PERROS-GUIREC : Robert Rivoal, conseiller municipal.
PLOUAGAT : François Le Garff.
LA ROCHE-DERRIEN : Ploarec.
CHATELAUDRAY : Lefol.
DINAN-UEST : Dalibot.
PONTREUX : Dello.
D'autre part, le P.S.U. soutient les candidatures dans le canton de LOUDEAC

de Perrault, conseiller municipal ; dans le canton de CORLAY de Léon Serrandour, maire de St-Mayeux ; dans le canton d'EVREAN : de Nogues, maire de Quioux.

FINISTÈRE

Le P.S.U. présente la candidature de Tanguy-Prigent, conseiller sortant, dans le canton de LANMEUR ; de Paul Trémintin dans le 2^e canton de BREST, de Jean Le Gouill, dans le 3^e canton de BREST ; de Le Dilosquer dans le canton de PONT-L'ABBE.

GARD

Canton d'AIGUEMORTES : Dr Bastide, conseiller sortant, secrétaire fédéral.
Canton de SOMMIERES : Bouet, conseiller sortant.
NIMES (1^{er} canton : Ceillier.
Canton d'UZES : Julian.
Canton de SAINT-CHAPTES : Dr Martin, conseiller sortant.
Canton d'ALES-OUEST : Dr Meynard.
Canton de ST-ANDRE DE VALBORGNES : Ozil, conseiller sortant.
Canton de TREVES : Renard.
Canton d'ALZON : Rouquette, conseiller sortant.
Canton de TAVEL : Serre.

HAUTE-GARONNE

Le P.S.U. présente des candidats dans les cantons suivants :
TOULOUSE - CENTRE : Souquières Pierre.
TOULOUSE-OUEST : Porterie Jean.
RIEUMES : Pichoustre Denis.
FRONTON : Charria Pierre.
L'ISLE EN DODON : Vandekerkhove Francis.
ST-GAUDENS : Romeu Robert.

GERS

Le P.S.U. présente des candidats à AUCH-NORD, CAZABON, COLOGNE, FLEURANGE, LOMBEZ, MONTREAL, SARAMON, VALENCE-SUR-BAISE.

HÉRAULT

Le P.S.U. présente des candidats dans les cantons de Béziers, Sète, Montpellier.

ILLE-ET-VILAINE

Deux candidats P.S.U. dans les cantons de RENTES : Foulon et Renouf ; et un candidat dans le canton de PLEINE-FOUGERE, Dory, maire de Sains.

INDRE-ET-LOIRE

Trois candidats P.S.U. dans les cantons de TOURS-NORD, TOURS-SUD et TOURS-OUEST.

ISÈRE

VIENNE-SUD : Michel Grenard.
ST-MARCELLIN : Armand Mante.
CELLES : Roger Jacquin.

LOIRE

Deux candidats P.S.U. à SAINT-ETIENNE : Marc Coste et Paul Moutet ; un candidat dans le canton de PEIREUX : René Paillard ; un candidat à SAINT-CHAMOND : Louis Flacher et un candidat à MONTEBRISON : Maurice Plasse.
Il soutient la candidature de Moulard à ST-BONNET-LE-CHATEAU.

LOIRE-ATLANTIQUE

Le P.S.U. présente dans le 1^{er} canton de NANTES : Jacques Dulac ; et à ST-NAZIRE : Jacques Debray.

MANCHE

Le P.S.U. présente des candidats dans les cantons de SAINT-JAMES : Chaplain ; PONTORSON : Villain ; BARNEVILLE : Champagnoux ; ST-PIERRE - EGLISE : Gonnand.

MARNE

REIMS : (1^{er} canton) : Jean Lambert.
EPERNAY : Jean Cazaux, conseiller municipal de Damery.
VITRY-LE-FRANÇOIS : Jean-Louis Achain.
ECURY-SUR-COOLE : Paul Anxionnaz, conseiller sortant.
BEINE : Pierre Rodrigue, maire de Pontfaucher.
CHATILLON-SUR-MARNE : Roger Chopin.
MONTMORT : Docteur Marquette, conseiller municipal d'Etoges.
THIEBLEMONT : Roland Rapinat.

HAUTE-MARNE

Notre camarade Emile Chaumont est candidat dans le canton de JUZENNECOURT - COLOMBEY-LES-DEUX-EGLES.

MEURTHE-ET-MOSELLE

Des candidats P.S.U. sont présentés dans les cantons de :
LONGWY : Fernand Cavaroz, ouvrier sidérurgiste.
CONFLANS-JARNY : Emile Randolet.

NANCY-NORD : Jean Lallemand, secrétaire de la section P.S.U. de Nancy.
NANCY-SUD : Gérard Rouffeteau, secrétaire fédéral du P.S.U.

NORD

Le P.S.U. présente les candidatures de :
Canton de LANNOY : Oscar Bécant.
Canton de ROUBAIX-EST : Jacques Commiot.
Canton d'ARMENTIERES : Michel Lava.
Canton de LILLE - SUD - EST : Julien Leclereq.
Canton de MAUBEUGE : François Weiss.

OISE

La Fédération P.S.U. présente des candidats à :
CREPY-EN-VALOIS : Ropert, instituteur.
PONT-STE-MAXENCE : Palteau, vétérinaire.
CHAUMONT-EN-VEXIN : Canteau-professeur.

PAS-DE-CALAIS

Le P.S.U. présente un candidat dans le canton de BERCK : Marc Yon ; deux candidats dans les deux cantons d'ARRAS : Fournier et Cabanet, ainsi qu'à BOULOGNE et CALAIS.

PUY-DE-DOME

Le P.S.U. présente des candidats dans les cantons suivants :
CLERMONT-SUD-OUEST : Estève Martinez, ouvrier du bâtiment.
RIOM-EST : René Jean Bouscayrol, secrétaire de la section de Riom.
ISSOIRE : Raymond Guillaume, secrétaire fédéral.
TIERS : Auguste Spizzi, ouvrier métallurgiste, membre du Bureau fédéral.
BILLOM : Gustave Giraud, docteur en médecine, membre du Secrétariat fédéral.
ST-REMY-SUR-DUROLLE : Roger Vi-laneix, mécanographe.
CHAMPEIX : Lucien Fedit, instituteur.
VIC-LE-COMTE : Paul Deydier, ingénieur T.P.E.
VEYREMONTON : Pierre Kinot, ingénieur T.P.E.
De plus, le P.S.U. soutient les candidats de Front Socialiste : Jean-Pierre Lafon, dans le canton de CLERMONT-NORD et Marcel Simon, dans le canton de St-GERVAIS.

BASSES-PYRÉNÉES

Canton de LAGOR-MOURENX : Schetobert.
Canton de BIARRITZ : Mme Desormonts.
Canton de PAU - OUEST : Duthu.

BAS-RHIN

Canton de STRASBOURG-EST : Gus-

tave Banitz, instituteur, secrétaire fédéral.

Canton de STRASBOURG-OUEST : Jean-Antoine Baby, bibliothécaire.
Canton de GEIPOLSHEIM : Rémy Debés, instituteur.
Canton de SCHILTAGEIM : Frédéric Klaiber, cheminot.

HAUT-RHIN

Canton de SAINT-AMARIN : Robert Ehlinger.

RHONE

Le P.S.U. présente des candidats dans les cantons de VAUGNERAY : Louis Faillebin ; VILLEURBANNE - ST-FONS, VENISSIEUX : Pierre Delhomme et dans le 6^e canton de LYON (5^e arrondissement-Sud) : Colette Guichard.

SEINE-ET-MARNE

Canton de MEAUX : Maxime Zaoui, contrôleur des P.T.T.

SEINE-ET-OISE

CANTONS DE :
BOISSY-ST-LEGER : Jondeau.
ECOUE : Goas.
MANTES : de Vogüe.
MARLY-LE-ROI : Bosc.
MEULAN : Ogé.
MONTMORENCY : Dd. L. Hovnanian.
PALAISEAU : David.
TAVERNY : J. Roger.
VERSAILLES-NORD : Boulant.
VILLENEUVE-ST-GEORGES : Gecoup.

SOMME

AMIENS 1^{er} canton : Pierre Sogno.
AMIENS 2^e canton : Pierre Lamarche.
AMIENS 3^e canton : Roger Savarit.
MONTDIDIER : François Etienne.

TARN

Canton de St-MAXIMIN : Henry, cultivateur.
2^e canton de TOULON : Le Cozanet, professeur d'Education physique.
Le P.S.U. présente également un candidat dans le canton de FREJUS.

VAR

ALBI : Mme Labit.

HAUTE-VIENNE

Le P.S.U. présente dans les cantons de LIMOGES : André Masdehors et Louis Alliot et soutient à AIX-SUR-VIENNE le Dr. Madoumier.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —
I.R.B., 60, rue René-Boulanger, Paris-X^e
— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués

POUR LE FRONT SOCIALISTE

UNION DE TOUTES LES FORCES POPULAIRES

Le dernier complot d'Alger a brutalement montré la faiblesse du régime gaulliste.
Il a montré aussi que l'avenir du pays dépend de l'union et de l'action des forces populaires et de leurs organisations.

CETTE UNION ET CETTE ACTION SONT PLUS QUE JAMAIS INDISPENSABLES.
DE GRAVES DANGERS SUBSISTENT :

- Menaces de nouvelles tentatives des ultras et des fascistes.
- Renforcement du régime autoritaire, atteintes aux libertés, refus de satisfaire les revendications des travailleurs.
- Risque de guerre civile si les organisations des forces populaires ne se préparent pas dès aujourd'hui à la succession du régime profondément ébranlé.

LE P.S.U. APPELE LES TRAVAILLEURS ET TOUS LES DEMOCRATES A S'UNIR POUR :

- exiger l'épuration de l'armée, la dissolution des paras et de la Légion, soutenir les jeunes du contingent,
- obtenir le châtiment des factieux,
- faire libérer les emprisonnés qui ont lutté contre la guerre d'Algérie,
- exiger une paix rapide par la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie,
- défendre les libertés, poser le problème de l'armement des travailleurs contre les factieux, exiger la pleine liberté d'action et de manifestation des forces démocratiques,
- soutenir les revendications des organisations syndicales ouvrières, paysannes, étudiantes.

UNISSEZ-VOUS

— pour faire triompher ces revendications,
— pour préparer dès maintenant par le rassemblement sans exclusive de toutes les organisations syndicales et de tous les partis politiques de gauche la constitution du FRONT SOCIALISTE.

PARTI SOCIALISTE UNIFIE, 8, rue Henner, Paris (IX^e).

Ci-dessus, le texte de l'affiche format « Colombier », éditée par le Parti. Adressez les commandes 54, bd Garibaldi, C.C.P. Tribune Socialiste, Paris 5826-65, au prix de 0,15 NF l'exemplaire.

Rappelons que le siège national a édi-

té une autre affiche format « demi-colombier » : « De Gaulle nous promet le bonheur dans 20 ans ». (Prix 0,10 NF l'exemplaire), ainsi que deux bandeaux-affichettes demandant la dissolution des paras, de la Légion et l'épuration de l'Armée. (Prix 0,05 NF l'exemplaire).

A NOS AMIS, A NOS LECTEURS !

Si vous voulez douze pages...

Le précédent numéro de Tribune Socialiste, comme celui-ci, comptait douze pages.

Nous poursuivrons cet effort pendant tout le mois de juin. Nous reviendrons aux huit pages pendant la période d'été et de vacances, mais nous avons le ferme espoir de reprendre la publication de douze pages à chaque numéro à partir du mois d'octobre.

C'est donc une expérience que nous tentons. Sa réussite dépend EN PARTIE DE VOUS TOUS, des efforts que vous ferez autour de vous. Il s'agit, pour chacun de nous, de recruter de nouveaux abonnés, de constituer des équipes de vente à la criée là où il n'en existe pas encore, de renforcer celles qui existent, en un mot de développer la diffusion de Tribune Socialiste. Il s'agit aussi de nous aider par vos suggestions et vos critiques. Celles-ci que nous sollicitons, nous aideront à améliorer le contenu du journal.

Il s'agit enfin, pour tous les camarades que la fédération a désignés comme responsables des relations avec Tribune Socialiste, de remplir leur rôle de correspondants de notre journal.

A cette occasion, la Rédaction et l'Administration de Tribune Socialiste remercient les militants qui ont déjà multiplié les initiatives et les efforts. C'est grâce à eux que le journal du parti a pu prendre un bon départ.

Robert VERDIER.

Marx, penseur de la technique

par K. AXELOS

Les Editions de Minuit viennent de publier — dans la collection « Arguments » où avait déjà paru l'ouvrage capital de Georg Lukacs, Histoire et Conscience de Classe — le livre de Kostas Axelos, MARX, PENSEUR DE LA TECHNIQUE (1).

Il s'agit là d'une étude fondamentale qui éclaire d'une lumière nouvelle l'œuvre du fondateur du Socialisme moderne. L'auteur y montre comment Marx, partant du fait de l'aliénation, dessine la figure de l'homme contemporain à la conquête de l'univers et de soi-même. L'intérêt du livre — en dehors du fait qu'il souligne certains aspects de la pensée de Marx souvent méconnus concernant la famille, l'amour, l'art, la poésie, — est de questionner constamment des textes que l'on a trop souvent considérés comme des dogmes intangibles. Ce n'est, à proprement parler, ni une interprétation nouvelle de Marx, ni une critique : c'est un dialogue entre le penseur qui le premier a su découvrir les racines de la Société industrielle et un théoricien, qui, un siècle après, peut apprécier la portée et la signification de cette découverte. F. C.

(1) Editions de Minuit : 7, rue Bernard-Palissy, PARIS-6^e; 324 p., 19,50 NF.

SOLIDARITÉ

L'effort entrepris ne doit pas être ralenti. La répression continue. Chaque jour, les portes des prisons s'ouvrent... pour « accueillir » de nouveaux détenus.

Livres de toutes sortes (grammaire française, romans, ouvrages politiques), argent, sont toujours nécessaires aux emprisonnés.

Militants du P.S.U., sympathisants doivent répondre à l'appel lancé par la COMMISSION NATIONALE DE SOLIDARITE DU P.S.U. et manifester leur soutien aux victimes de l'arbitraire, à ceux que leur lutte active pour la paix et l'indépendance de l'Algérie a conduit en prison.

La solidarité est aussi un acte politique.

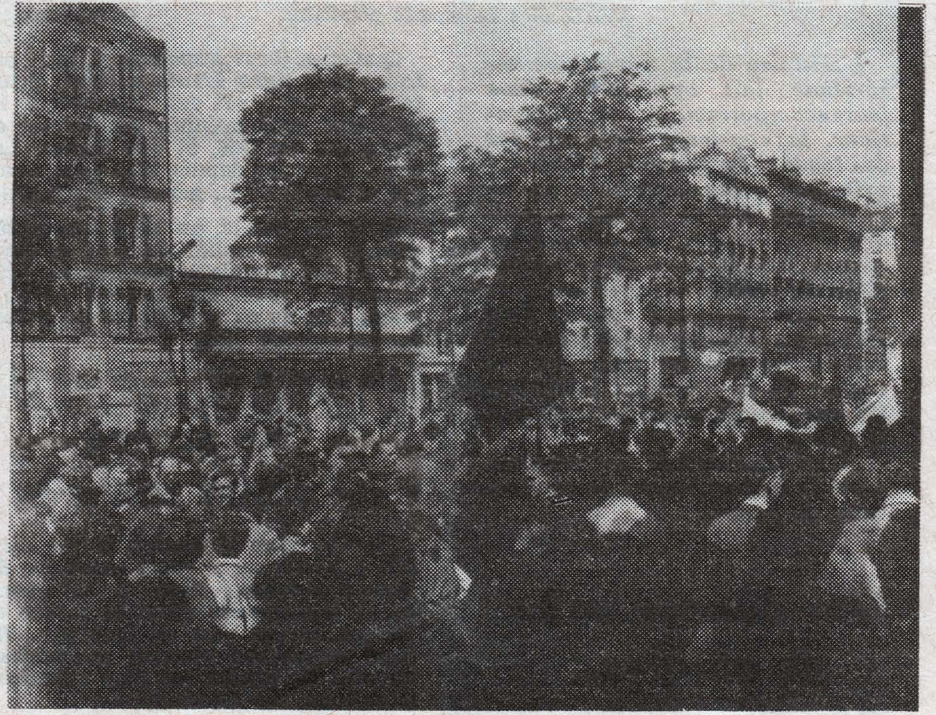
Adressez les fonds à :
Louis HOUEVILLE, 47, rue Hoche, MONTREUIL-sous-BOIS (Seine).

C.C.P. PARIS 15.536-77.

LE SOUVENIR D'UNE RÉPRESSION

EST-CE à cause de ce parallélisme entre les situations, — sur certains points du moins —, entre l'actualité et l'anniversaire évoqué ? Dimanche dernier, 28 mai, vers onze heures, il y avait au Père-Lachaise plus de deux mille personnes qui venaient rendre hommage aux fusillés de la Commune. D'autres organisations (anarchistes, socialistes israéliens) avaient appelé également leurs adhérents à cette manifestation du souvenir aux côtés du P.S.U. L'hommage rendu rappela les fusillés du Mur (de 1871), mais aussi les

lades ne furent pas relâchés pour cela ; les gens qui perdirent leur emploi aux U.S.A. au moment des chasses aux sorcières sont pour la plupart bien loin de l'avoir retrouvé. L'opinion publique risque d'oublier : c'est à nous de rappeler qu'aujourd'hui se trouvent en prison des militants qui devraient être libres. Et, même quand l'Algérie aura vu reconnaître son indépendance, même quand leur emprisonnement sera devenu définitivement absurde, il est à craindre que le Pouvoir ne se laisse pas influencer par la logique.



Le P.S.U. au Mur des Fédérés.

P.-L. Thirard.

autres victimes de la répression, emprisonnés, déportés. Aujourd'hui, pendant que se déroulent les discussions d'Evion, le pouvoir juge politique de libérer certains emprisonnés ; si, ce que nous souhaitons, les négociations aboutissent à quelque chose, il est probable que les combattants algériens encore détenus seront réclamés par leur gouvernement indépendant, et que liberté leur sera rendue. Mais la question de la répression politique restera posée pour les Français emprisonnés ; l'exemple de la répression versaillaise, comme d'autres exemples plus récents (tel le mac-carthysme en Amérique) enseigne que même lorsque la cause brûlante et immédiate du mal est passée, les effets en restent longtemps. Les Communistes qui échappèrent à la fusil-

Au Mur des Fédérés dimanche dernier, tous les manifestants avaient à l'esprit, certes, les massacres versaillais, l'héroïsme des derniers combattants de Belleville. Tous pensaient avec une égale force à cette plate algérienne, à ces sept années de guerre, de massacres, de tortures, à ces sept années où un peuple entier fut obligé, à force de ténacité et de courage, de prouver sa maturité dans le sang, d'arracher son droit à l'existence.

Non, cette manifestation n'avait rien de la célébration endormie d'un anniversaire sclérosé par l'habitude. En mai 1961, la Commune, ça veut encore dire quelque chose.

P. L. Th.

flashes - actualité

ALBANIE

Le procès de l'amiral Sejko, de Tahir Demi, ancien président du Comité du Parti pour la ville d'Elbasan et de leurs coaccusés s'est achevé par sept condamnations à mort, dont celles des principaux accusés qui ont passé des « aveux complets ». Les avocats eux-mêmes avaient déclaré que leurs clients étaient tout à la fois « des agents de l'impérialisme américain, des monarcho-fascistes grecs et des révisionnistes yougoslaves ». Aucune preuve écrite n'a été apportée par l'accusation, et tous les témoins qu'elle a cités étaient en état d'arrestation. Aucun écho n'a été fait à ce sinistre procès dans les pays de démocratie populaire : Sejko et Demi étaient connus pour leur sympathie à l'égard de l'U.R.S.S. destalinisée, et leur condamnation est un épisode de la lutte que mène le président albanais Enver Hodja contre tous ceux qui lui demandaient d'entrer dans la voie ouverte par le XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique. M. Khrouchtchev, qui a si bien su réduire à merci les révisionnistes de Hongrie, ne pourrait-il intervenir en Albanie pour mettre un terme à des pratiques dignes des pires époques du stalinisme ?

CONGO

La conférence de Coquilhatville s'achève dans la confusion. Ses résultats les plus importants auront été : la mise hors d'état de nuire de M. Tschombé, qui a été emprisonné dans un camp militaire voisin de Léopoldville, l'acceptation par les participants des thèses unitaires de M. Kasavubu : le Congo sera une République Fédérale formée d'États autonomes — et

non plus une Confédération d'États indépendants comme l'exigeait M. Tschombé. Mais aucun accord n'a pu être réalisé sur le nombre de ces États, chacun des membres de la Conférence exigeant que le territoire de la tribu à laquelle il appartenait soit érigée en État, et M. Kasavubu s'opposant à cette inflation.

Néanmoins la position de M. Kasavubu sort renforcée de cette conférence, au cours de laquelle il a bénéficié du soutien constant de l'O.N.U. M. « H » a même sacrifié son protégé le représentant de l'O.N.U. au Congo, M. Dayal (Hindou), dont la fermeté avait provoqué la colère des dirigeants de Léopoldville. Pour M. « H » et Kasavubu, le problème est maintenant de réunir Léopoldville et Stanleyville. Le gouvernement Lumumbiste de M. Gizenga a en effet boycotté la conférence ; aussi M. « H » voudrait confronter les deux gouvernements rivaux au moyen d'une réunion du Parlement Congolais, réunion dont le principe est admis par tous. Malheureusement les parties en présence n'ont pu convenir d'un lieu pour cette rencontre, Gizenga proposant Kamina - base militaire occupée par l'O.N.U. - et Kasavubu Léopoldville. Les choses en sont là.

En fin de compte, une seule institution sera sortie indemne de la crise congolaise : c'est l'Union Minière du Haut Katanga. Au cours de l'Assemblée générale de cette société qui s'est tenue le 24 mai, M. Paul Gillet, président de l'U.M.H.K., a évalué à 3 milliards la plus-value du portefeuille de la compagnie. Il a annoncé que la production de cuivre de l'U.M.H.K. avait pour la première fois dépassé 300.000 tonnes et que les perspectives du marché du cuivre étaient satisfaisantes. Bref M. Gillet envisage l'avenir avec optimisme : à quelque chose malheur est bon.

AFRIQUE DU SUD

La grève déclenchée par le front des organisations nationalistes africaines contre la proclamation de la République est un demi-échec. Suivie à 80 % à Johannesburg — la plus grande ville du pays — elle n'est pas observée dans le reste du territoire. Cet insuccès s'explique par la brutalité de la répression préventive — plus de 10.000 arrestations en quelques jours — et par le caractère massif du service d'ordre mis en place : le moindre incident aurait dégénéré en carnage, comme en témoigne le massacre de Sharpeville, l'an dernier. Ainsi, la République Sud Africaine sera proclamée le 1^{er} juin, la rupture des liens de cet Etat avec le Commonwealth, consommée à la Conférence de Londres il y a trois mois, sera officiellement consacrée. Ainsi les Noirs d'Afrique du Sud sont désormais livrés sans recours aux Boers et à leur politique d'apartheid ; l'influence modératrice du gouvernement de Londres, qui a vrai dire n'avait plus guère de poids, ne pourra même plus s'exercer ; comme il est impensable que les gouvernements d'Afrique du Sud abandonnent leur racisme, aucune solution n'est en vue et la colère grandit dans les cités africaines. Là encore, un orage couve, dont l'explosion aura d'horribles conséquences...

ESPAGNE

L'affaire Bunuel prend les proportions d'une affaire d'Etat. On sait que, pour faire la preuve de son libéralisme, le gouvernement de Franco avait autorisé Bunuel à tourner un film en Espagne. Ce film ce fut « Viridiana » qui fut présenté au festival de Cannes, reçu la palme d'or... et fut aussitôt accusé de sacrilège et de blasphème par le Vatican. La fureur de Franco s'est alors appesantie sur les coupables : M. Munoz Fontan, directeur du Cinéma et du Théâtre en Espagne, a été remplacé par M. Jesus Sueros Fernandez, membre de la phalange, qui fut attaché de presse à Paris pen-

dant l'occupation nazie... Ainsi les intentions libérales de Franco se retournent contre lui ; mais n'est pas libéral qui veut...

IRAN

M. Ali Amini poursuit activement son entreprise d'assainissement de la vie politique iranienne. Après l'épuration massive qui a frappé l'armée — des centaines d'officiers supérieurs corrompus ont été destitués — le gouvernement tourne maintenant ses rigueurs vers la presse : celle-ci était en effet largement « arrosée » par les gouvernements iraniens en échange de son soutien au régime. Désormais chaque journal devra prouver qu'il couvre ses dépenses avec le produit de ses ventes et de la publicité. L'étape suivante de la politique de M. Amini sera sans doute la réforme agraire. M. Amini se propose de partager les grands domaines et de leur substituer des coopératives qui recevraient à leur création des semences et du matériel agricole, afin d'éviter d'une part que la production baisse, d'autre part que les nouveaux propriétaires trop démunis ne tombent rapidement entre les mains des usuriers. Un tel programme exigera pour sa réalisation beaucoup de temps, et d'ores et déjà M. Amini s'oppose à son ministre de l'Agriculture, M. Arsanjdani, qui voudrait achever l'entreprise très rapidement. On peut se demander en effet si le nouveau gouvernement disposera du temps et de la stabilité nécessaires à l'aboutissement de ses projets ; en effet, tandis que les masses populaires, écœurées de la vie politique par dix ans de corruption et de tyrannie restent passives et sceptiques, les grands propriétaires d'une part, l'opposition de gauche de l'autre — le parti communiste Toudeh et le Front National de Mossadegh, parti de la petite bourgeoisie — se dressent contre M. Amini, qui au total n'est soutenu que par le Chah. Ce dernier vient d'ailleurs d'abréger son voyage en Europe pour rentrer rapidement à Téhéran.

Emmanuel TERRAY



AVRIL 61 : La riposte populaire. (Keystone)

L'Histoire de la Révolution algérienne fait apparaître, dans leurs comportements et déclarations, la constante mauvaise foi des tenants du pouvoir. L'objectif principal : conserver sa « bonne conscience » à la Nation, la rendre irresponsable, dépolitiser les masses, les abreuver de contre-vérités, de poncifs et frivoltés.

Ensuite : toujours couvrir l'action des militaires et des fonctionnaires ; ne jamais présenter la réalité de la situation. Céder enfin aux pressions des intérêts particuliers.

Ainsi s'est écoulé le tragique cortège de souffrances de sept années de guerre.

Une étrange valse de chiffres...

La volonté de minimiser l'ampleur de l'insurrection algérienne s'est toujours manifestée pour tromper l'opinion.

« Ce qu'on appelle Front de Libération Nationale n'est en réalité qu'une poignée de terroristes... » déclarait, le 3 février 1956, au quotidien « Le Monde », l'ancien Président de l'Assemblée Algérienne Laquière. Un an plus tard, le Cabinet Lacoste diffusait une brochure intitulée « Aspects véritables de la Rébellion Algérienne ». On pouvait lire que : « 95% des victimes appartenaient au peuple des villes et des campagnes ». Pour l'équipe du « dernier quart d'heure », le bilan, de ces civils tués ou disparus depuis le premier novembre 1954, s'élevait, à la fin mai 1957, à 9.649 (dont 8.497 Musulmans).

Aussi, d'après ces affirmations, on ne peut plus officielles, les pertes militaires auraient atteint, au cours de 31 mois de guerre et pour les deux camps, le chiffre de 501 ! !...

Au bout de cinq mois, très exactement le 30 octobre, « Le Monde » publiait une estimation approximative indiquant 34.350 tués du côté militaire (dont 30.000 combattants de l'ALN)

Quelques jours auparavant, le 21 octobre 1957, dans L'Information, Soustelle écrivait : « Il est évident que la politique qu'il m'échût de définir et d'engager en 1955, et que Robert Lacoste a menée depuis 1956 avec énergie et continuité... a porté ses fruits »

Pour de Gaulle, un an après, 84.200 soldats sont tombés de part et d'autre (77.000 Algériens révoltés et 7.200 Français), selon ses propres déclarations, lors de sa conférence de presse du 23 octobre 1958.

Depuis cette date, en se référant à

Une guerre de 4.500 milliards

Sur le plan financier, il est difficile d'établir un rapport exact, les dépenses spéciales dues à la guerre étant incorporées dans la masse du budget depuis plus de trois ans. On peut cependant avancer un tableau, d'après les études les plus autorisées effectuées sur ce chapitre :

ANNEES	COUT en MILLIARDS
1956	plus de 500
1957	environ 750
1958	plus de 800
1959	de 900 à 950
1960	1.000
1er semestre 1961	environ 500
TOTAL : 5 ans 1/2	4.500 milliards

La Semaine en Algérie, les douze mois suivants se soldaient par 35.800 « rebelles hors de combat et 2.150 hommes des forces de l'ordre tués : soit au 25 octobre 1959, 122.150 morts dont 112.800 « moujahiddines ».

Une quinzaine de jours passe : nouvelle version !

A Paris, le 10 novembre, dans sa conférence de presse, le Chef de l'Etat précise : « Pendant les cinq mêmes années, il a servi en Algérie dans les forces de l'ordre, 1.400.000 hommes sur lesquels 13.000 sont morts au champ d'Honneur. 145.000 Algériens ont été tués du côté de l'insurrection », soit un total de 157.000...

Le 20 mai 1961, à Alger, le général

Quelques dates

Gambiez dressait le bilan de l'état actuel des effectifs de l'ALN : 17 à 18.000 hommes opérant « encore » en Algérie — aucune allusion n'était faite aux troupes stationnées aux frontières Est et Ouest — alors que la France maintient sur place quelque 500.000 militaire... 900.000 avec les supplétifs, harkis, territoriaux et tous les éléments para-militaires.

Alger, 6 février 56 : le Front Republicain trahi

Le Figaro du 19 août 1955 titre : « M. Soustelle : la situation s'est améliorée en Algérie ! »

Les événements qui marquent le 20 août, l'anniversaire de l'exil du souverain marocain inspirent le 23 au Figaro, toujours, ce magnifique bandeau : « Nos troupes rétablissent la sécurité en Afrique du Nord... »

Le 2 janvier 1956, le Front Republicain fait campagne pour la « Paix en Algérie » et Guy Mollet forme son gouvernement. Catroux va à Alger le 28 janvier et Soustelle quitte la place le 2 février. Catroux démissionne... Peu après son retour dans la capitale, Guy Mollet déclare : « Même si j'en ai souffert, les douloureuses manifestations de lundi comportaient une part saine. Elles ont été, pour un grand nombre, le moyen d'affirmer leur attachement à la France... »

Le tournant est pris...

La S. F. I. O. et le pouvoir

...Et le pro-consulat de Robert Lacoste commence le 9 février.

Le 11 avril, paraît le décret de rappel des disponibles — l'Assemblée ayant voté le 12 mars la loi sur les pouvoirs spéciaux avec l'appui des communistes.

On peut lire, le 11 juin, dans le journal de M. Lazurick : « Après les irréparables échecs qu'ils ont subis sur tous les fronts en Algérie, les fellaghas, etc... »

Dans un discours prononcé le dimanche 17 juin à Narbonne, Guy Mollet triomphe : « Situation algérienne complètement redressée... »

Et la censure sévit. Le France-Observateur du 8 septembre 1955 est saisi pour un article de Claude Bourdet intitulé « Pas de contingent dans votre guerre ».

L'Aurore titre le 16 octobre 1956 : « Ce serait un comble que les rebelles algériens assistent à la rencontre Mohamed V-Bourguiba ! » Deux jours

passent et le même quotidien claironne : « L'armée rebelle du Sahel décapitée, son « général » est arrêté avec 50 hors-la-loi et chefs de groupes ».

Les actes de piraterie en haute mer se multiplient — la Revue Maritime apporte à ce sujet d'intéressantes indi-

Le REAL
DITES LA VERITE, MEME SI ELLE EST AMER
Prix : 15 francs

LE FLN. AG

Le torchon visages d' brûlé au et d'op' F. L. N. qui ont Cette ca- situation riture moyen d'indé- choux vendence, qu'ils re- frois vendent, les hors- vent le-loi l'exercer déjà s'er en luttant avec acharnement contre leurs propres chefs, contre les bandes rivales, contre leurs « frères » de l'A.L.N. Partout où s'implor- tent les factions, les s'efforcent d'i- poser LEUR régi- et d'éliminer par meurtre les gén- qu'ils soient ou des « moujah reconnus.

Les dirige l'intérieur s' à ceux de l' Les idoles accusées se ou l' les « po- heurter toires- cher/ polis/ que aus qu se

ACTIVITE REBELLE
Total des exactions

2500
2000
1500
1400

La 7 SE

L'ALGERIE NO SE CONSTRUI

LES NAT SOUTIE



MOLLET - LACOSTE (A.D.P.)
De démissions... en dernier quart d'heure.



JANVIER 60 : Le camp retranché d'Alger. (Dalmas)

Une lettre du comité Audin au Président de la République

Le « Comité Maurice Audin » a envoyé au Président de la République une lettre ouverte dont nous tirons les extraits suivants :

DEPUIS près de quatre années le « Comité Audin » poursuit sa mission qui est de lutter contre la torture et les tortionnaires... Oui, c'est sans surprise que nous l'avons constaté : les mêmes hommes qui ont organisé, inspiré, exécuté ou approuvé le pronunciamiento d'Alger, sont ceux-là qui ont organisé, inspiré, exécuté ou approuvé la torture.

Ce n'est pas par hasard si les ex-colonels que la police recherche aujourd'hui ont été artisans de la rébellion militaire.

En ces jours où l'Etat exprime sa volonté de défense et d'épuration, il ne suffira pas de frapper des officiers égarés. Il faudra, sans indulgence, détruire le système de la torture tout entier qui, depuis des années, bafoue la légalité dans notre pays.

Tout sera possible, la liberté reconquise et l'amitié enfin découverte entre le peuple algérien et le peuple français si la France veut et sait détruire le système qui, tout ensemble, abaisse l'homme et dégrade les institutions. »

es... 7 ans de guerre

ations — et c'est l'arraisonnement du DC 3 marocain par la chasse, le 22 octobre 1956, au mépris des conventions internationales, allant même

Le 27 mars de la même année « La Question » d'Henri Alleg est saisie, tandis qu'un trimestre plus tard, Malraux soutient « qu'aucun acte de torture ne s'est produit (à sa connaissance) depuis la venue début juin à Alger du général de Gaulle ».

La surprise des "putschs"

Déjà, en juin 1955, le premier, Le Canard Enchaîné cite la lettre ouverte du général Rime-Bruneau « rapatrié » de Tunisie, au Rédacteur-en-Chef du Figaro :

« Il est temps de jouer cartes sur table, en gentlemen, si l'on ne veut pas acculer au désespoir les Français de l'Empire qui ont droit de savoir si le gouvernement de Paris est avec eux ou contre eux. La réponse à ce dilemme est lourde de conséquences pour l'avenir... »

« La France, tes étoiles f... le camp ! »... sous ce titre le même hebdomadaire écrit le 24 août 1955 : « M. Edgar Faure vient de recevoir un ul-

timatum... de l'Association marocaine des anciens du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient et des Forces françaises d'Indochine (ouf !)

« Ce libellé de six pages dactylographiées, prie poliment le Président du Conseil de revenir à une politique plus française... faute de quoi, citons : « Si la France, que vous représentez nous lâche, nous sommes bien disposés à rompre ce mariage d'amour. Avec la rage au cœur, nous demandons le divorce » (sic). Tel quel. Mais en tête de ce manifeste figure le Comité de patronage : général SALAN, etc... »

« Alors quoi, ce complot des généraux ça deviendrait sérieux ? »

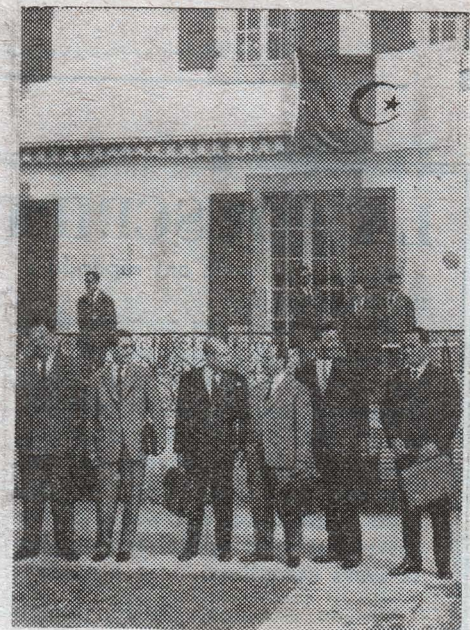
Les techniques

des 13 Mai et 22 Avril

Même complicité, même processus, même comédie d'Alger.

— 14 mai 1958 : message de Coty aux armées pour qu'elles demeurent dans la légalité républicaine... et la IV^e tré-

— 18 janvier 1960 : à une semaine des baricades : interview d'un spécialiste, Massu, dans la «Suddeutsche Zei-



MAI 61 : EVIAN. (A.D.P.)

tung» où il affirme que l'armée qui a la force» et «le fera sentir si la situation le demande» ne comprend plus la politique algérienne du général de Gaulle...

— 22 avril 1961 : de Gaulle appelle... «hélas, hélas, hélas... il est trahi... « aidez-moi ! »

Le peuple se dresse et le pouvoir frappe à gauche et à droite.

La « justice » passe : procès des baricades, procès Challe-Zeller, procès...?

UN BILAN DE FAILLITE

LA gloire, la grandeur du chef de l'Etat n'ont, paraît-il, jamais été aussi éclatantes. La négociation d'Evian marque son apothéose, et s'il fallait en croire la presse, on devrait même le considérer comme le plus grand homme politique vivant...

Mais n'est-ce pas la lutte courageuse du peuple algérien qui a imposé l'ouverture des négociations après on ne sait combien d'atermoiements et de manœuvres de retardement accomplies au nom de la grandeur française, c'est-à-dire, en pratique, pour la défense des intérêts du capitalisme français ?

N'est-ce pas la force des choses, c'est-à-dire l'irrésistible mouvement de révolte des peuples colonisés, qui a eu raison de l'entêtement et de l'acharnement du pouvoir gaulliste désireux de promouvoir sa solution néo-colonialiste, malgré l'ampleur du soutien apporté par le peuple algérien à la cause du F.L.N. ?

La vérité n'est-elle pas que la conférence d'Evian, — quels que soient, par ailleurs, les avantages tactiques enregistrés par la délégation française —, marque la faillite totale d'une politique qui a coûté très cher aux peuples algérien et français ?

Souvenons-nous comment, de quarts d'heure en quarts d'heure, les classes dirigeantes françaises nous ont fait poursuivre une guerre coloniale cruelle, sanglante et imbécile. On nous a d'abord dit que les rebelles n'étaient qu'une poignée qu'il serait facile de réduire. Il a été question ensuite de « pacification », de « dernier quart d'heure » etc. On a voulu aussi chercher les « rebelles » dans leurs réduits, quadriller l'Algérie et porter le coup final à l'A.L.N. par le plan Challe. Autant de plans et d'opérations qui ont exigé de l'argent, qui ont entraîné le maintien sous les drapeaux de nombreux jeunes et qui, surtout ont signifié pour la population algérienne une atroce accumulation de souffrances (tortures, exécutions, camps de regroupement, camps d'hébergements). En France même, les libertés démocratiques ont été réduites par les effets de trois coups d'Etat, des socialistes et des démocrates y ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir manifesté leur opposition à la guerre ; les libertés syndicales elles-mêmes n'ont pas été épargnées. Et que de promesses n'a-t-on pas faites aux différentes couches de la population ! Aux uns, on octroie l'Algérie, terre française. Aux autres, on promet la paix pour Noël, et ainsi de suite. A l'infini. Au nom de la paix, on nous a fait continuer la guerre ; pour écarter les ultras et les militaires on nous a fait accepter un Bonaparte. Et finalement, tous ces soubresauts, toutes ces manœuvres, toutes ces ignominies, toute « cette grandeur », aboutissent à la négociation avec Krim Belkacem qu'on traitait, il n'y a pas si longtemps, de chef de bande, pour ne pas dire de criminel de grand chemin.

C'est là que réside l'immense faiblesse de ce pouvoir « fort », obligé d'enterrer la décadence de la domi-

nation coloniale. Toutes les phrases sur les grands desseins du règne, de la Communauté au Plan, ne changent rien à cela. Sans ses dentelles de rhétorique, le roi est nu, comme dans le conte d'Andersen.

Et encore, malgré l'ouverture des négociations, peut-on, à juste titre se poser la question : « ce petit jeu ne va-t-il pas continuer quelque temps au détriment des classes populaires » ? Le pouvoir gaulliste ne cherche-t-il pas à manœuvrer au sein de sa défaite pour défendre les intérêts parasitaires du capitalisme français ? Ne manifeste-t-il pas qu'il craint beaucoup la perspective d'une démocratisation sociale et politique de l'Algérie ? Ne fait-il pas tout pour enfermer les Algériens dans un cadre capitaliste qui ne peut manquer d'être une entrave au développement économique et social de leur pays ? Ne veut-il pas soustraire au futur gouvernement algérien une grande partie des richesses naturelles de l'Algérie et du Sahara pour le rendre plus dépendant de l'aide économique et financière du capitalisme français ? En un mot, le pouvoir gaulliste ne poursuit-il pas une politique de classe, condamnée à la longue, mais lourde de menaces pour le présent, tant pour le peuple algérien que pour le peuple français qui sera appelé à payer les frais moraux et matériels de l'opération ?

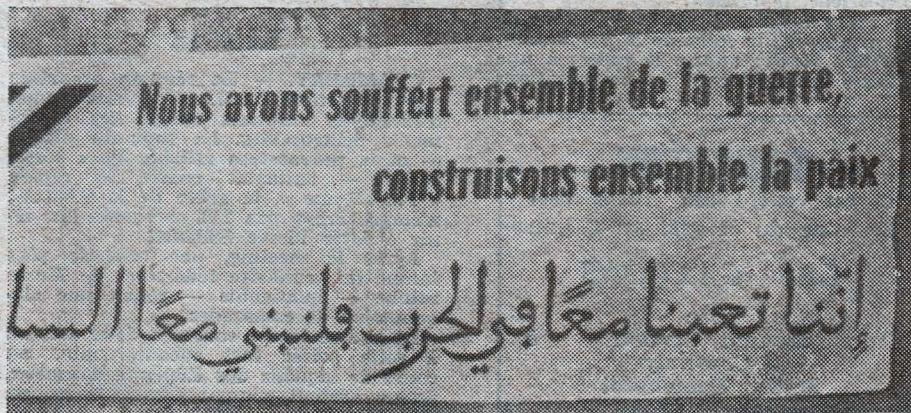
L'exemple le plus récent de cette attitude rétrograde, l'utilisation de la trêve unilatérale partielle, contre l'intérêt de la paix, montre que le danger durera aussi longtemps que les Algériens n'auront pas pris leur sort entre leurs mains. De multiples péripéties restent toujours possibles, et nous ne devons en aucun cas oublier que notre propre gouvernement est susceptible d'utiliser le chantage à la rupture ou au partage, malgré l'absurdité évidente de cette pseudo-politique qui ne peut conduire qu'à l'aventure. La négociation n'est pas encore la paix et la paix peut être plus ou moins favorable aux classes populaires de France et d'Algérie, suivant que la gauche aura pu, ou non, faire entendre sa voix.

Par conséquent, plus que jamais, il nous faut faire entendre notre voix contre la politique du syndicat de la faillite bourgeoise. La négociation ne saurait rester le seul fait de M. Joxe ;

la gauche a, elle aussi, des objectifs à faire prévaloir, et cela, au besoin, contre les représentants du pouvoir. Comme notre parti l'a déjà dit en plusieurs occasions, une solidarité de fait lie notre lutte à celle du peuple algérien : obtenir une plus grande liberté d'action pour les Algériens en général, pour la Gauche socialiste en particulier c'est affaiblir un ennemi commun. Par contre, si nous laissons étouffer les potentialités démocratiques et socialistes de la révolution algérienne nous permettons la consolidation et le renforcement du régime d'Ordre moral que nous subissons à l'heure actuelle. C'est dire que nous devons nous opposer à tous les projets qui, sous couvert d'association, viseraient à laisser les principaux leviers de commande hors de portée pour les masses algériennes. C'est dire aussi que nous devons favoriser dans la mesure du possible les mesures susceptibles de rendre plus réelle l'indépendance économique du nouvel Etat. Il n'est pas indifférent, en effet que les Algériens puissent procéder à une réforme agraire radicale, qu'ils puissent s'engager sur la voie d'un développement planifié de leur économie, une croissance rapide de l'économie algérienne ne pouvant qu'intensifier les échanges entre la France et l'Algérie en même temps qu'aider à la prospérité des deux pays. Notre avenir socialiste est lié à l'avenir socialiste de l'Algérie.

Il est bien évident que les difficultés qui nous attendent sont très grandes ; on ne peut remonter en quelques jours des années de chauvinisme et de recul politique. Au cours de ce processus de décolonisation qui sera long et difficile bien au-delà des négociations, les tentations de laisser faire le pouvoir ne manqueront pas. Contre la gauche et le mouvement ouvrier, le prestige du chef de l'Etat continuera à jouer, les fautes et les erreurs ne manqueront pas. Il y a cependant assez de possibilités d'intervention pour que nous n'ayons pas à désespérer. Souvenons-nous aussi de cette maxime d'un journaliste de la Révolution française : Les grands ne nous paraissent grands que parce que nous sommes à genoux. Levons nous.

Jean-Marie VINCENT



TES
N° 1 - Octobre 1957
ONISE

... nous les armes contre l'ennemi commun et se rangent sous le drapeau français, pour donner à la bête traquée le coup de grâce li-

ÉBELLION
DÉSAGRÉGÉ.



usqu'à la contestation de la nationalité chérifienne ! (L'affaire de l'Ilyoukhine du Président Brejnev était d'ailleurs du même style.)

Le lendemain, Robert Bony s'exclame :

« Le Gouvernement (Guy Mollet) ne pouvait plus tolérer que deux chefs d'Etats ex-protégés (Mohamed V et Bourguiba) s'arrogent le droit de discuter des affaires de l'Algérie, DONC DE LA FRANCE, avec une brochette de rescapés de droit commun. »

« La capture des cinq chefs du prétendu Front National de Libération fait place nette... « La réalité, c'est l'état-major rebelle décapité ; c'est la France, ressaisie, QUI MONTRER QU'ON NE LA PROVOQUE PAS IMPUNEMENT et qu'elle est décidée à poursuivre CHEZ ELLE sa tâche pacificatrice, qu'elle fait front à toute menace et qu'elle a les moyens d'en triompher. »

« Les incendiaires se sont brûlés à leur propre incendie. »

Fort de ses « succès », le Gouvernement lance le 29 octobre 1956 à Paris et Alger un solennel appel au cessez-le-feu qui demeure sans réponse... On porte alors le fer et le feu à Suez, le faire étant à l'origine des malheurs de la France !...

Sakiet, « la Question »
... « pas de tortures »

Investi le 12 juin 1957, Bourgeois-Maury conserve Lacoste à Alger. Celui-ci — en même temps que Coty à Fulhouse — après la conférence de presse du F.L.N. le 4 juillet, affirme son opposition à l'indépendance algérienne.

Puis avec Gaillard on endosse le bombardement de Sakiet Sidi-Youssef, le 8 février 1958, laissant s'étendre dangereusement la crise qui prend un tentant relief international.

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Beaucoup d'amis ont répondu à notre appel.

Mais le total des sommes déjà rentrées et des engagements de versements mensuels pris pour l'année est encore nettement inférieur aux 6 millions d'anciens francs qui étaient absolument indispensables, avant même le surcroît de dépenses entraînées par la lutte contre les militaires fascistes et leurs complices.

Je, soussigné (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié (C.C.P. 4435-35 - Paris), la somme de

Signature :

Nous avons donc, plus que jamais, besoin de vous tous. Envoyez votre obole à Maurice Klein (37, rue de Trévise, Paris (9^e) - C.C.P. 4435-35 Paris) et remplissez la formule d'engagement ci-dessous.

Le Secrétaire National,
Edouard DEPREUX.

Le Trésorier,
Maurice KLEIN.

CALENDRIER DU P.S.U.

EURE

Réunion publique avec Claude BOURDET, du Bureau national, Henri BENOIT, secrétaire de la section P.S.U. de la Régie Renault.

VENDREDI 9 JUIN
à 20 heures 30, salle des fêtes de Vernon.

MAISONS-ALFORT

Oreste ROSENFELD parlera de « La participation ouvrière à la gestion des entreprises socialistes, le »

VENDREDI 9 JUIN
à 21 heures, 88, rue Georges-Médéric, à Maisons-Alfort. Les camarades des sections voisines seront les bienvenus.

TOURS

Clôture de la campagne électorale avec Pierre Audebert, candidat, Gérard Dezile, secrétaire fédéral et Jean Poperen, du Bureau National.

SAMEDI 3 JUIN
à 20 h 45, Salle de la Mairie, à Tours.

CERCLE GERMINAL

Le Club d'Etudes laïc « Cercle Germinal », présidé par Colette Audry, organise le

MARDI 6 JUIN
à 20 h. 45, salle du Foyer des Arts-et-Métiers, 9 bis, avenue d'Iéna (mètre Iéna), une conférence sur le thème : L'ETAT - L'ARMEE - la NATION.

MEETINGS ET RÉUNIONS

EDOUARD DEPREUX A LIÈGE :

« NOUS VOULONS SAUVER L'HONNEUR DU SOCIALISME EN FRANCE ».

Le 23 mai, au Palais des Congrès, Edouard Depreux faisait une conférence sur le thème : « Pour un socialisme moderne et authentique ».

C'est le Centre d'Etude du journal La Gauche qui avait invité notre secrétaire national.

Avant sa conférence Depreux avait été l'objet d'une réception intime par la Fédération des Jeunes Gardes Socialistes de Liège où il devait rencontrer Daisy Lemaerts présidente nationale, Claude Thiry, président fédéral, Claude Jadoul et Georges Dabbeleer, secrétaires fédéraux.

Malgré la réserve qu'il a cru devoir observer à l'encontre de la scission socialiste en France, le journal belge : Le Monde du Travail, qui relate longuement la conférence d'Edouard Depreux, le fait en termes fort élogieux pour l'homme qui symbolise « l'honneur du socialisme français ».

Abordant tour à tour les raisons qui présideront à la naissance du P.S.U., puis les grands problèmes du socialisme et de la démocratie enfin les graves et primordiales questions des pays sous-développés et de leurs rapports avec les pays capitalistes, Depreux conclut son exposé en disant :

« Les socialistes doivent se présenter tels qu'ils sont. Une politique de moindre mal devient une politique de plus grand mal. Ce sont les hommes qui rattrapent les faits et non le contraire ».

Nos amis belges se sont déclarés fort contents de cette conférence qui a secoué, selon la remarque de l'un d'eux, le conformisme et la paresse intellectuelle, monnaie courante hélas, autant en France qu'outre-Quévraïn.

Le socialisme, pur et authentique, désintéressé et courageux est apprécié par nos camarades belges qui livrent, comme nous-mêmes un identique combat.

COTES DU NORD

Comme l'année dernière, et selon une vieille tradition socialiste ininterrompue, la Fédération a organisé une kermesse à Saint-Brieuc, le 14 mai.

Le camarade Paget, ancien sénateur de l'Isère, apporta le salut de la Fédération. Antoine Mazier appela le public à une vigilance accrue devant les organisations

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE. 15-04
Semaine du 31 mai au 6 juin

LES GARÇONS

avec

Laurent Terzoeff

J.-C. Brialy

Mylène Demongeot

Antonella Lualdi

(Interdit aux moins de 16 ans)

(Permanent de 14 h. à 24 h.)

Stages nationaux de formation

— ÉTÉ 1961 —

Le Parti Socialiste Unifié organise dans l'été 1961 trois stages de formation. Il y aura donc en tout place pour 140 camarades, et chaque fédération se doit d'être représentée à l'un — au moins — de ces stages.

Dans les trois cas les camarades passeront une semaine de travail calme en pleine campagne, dans des conditions de confort très satisfaisantes.

Les Secrétaires fédéraux recevront toutes indications pratiques sur les conditions matérielles. Le prix coûtant pour chaque stagiaire sera de 40 à 50 NF, selon le stage, plus la moitié du prix de son voyage, après péréquation entre tous les participants.

STAGE DE FORMATION GÉNÉRALE

■ DU 29 JUILLET AU 5 AOÛT, à Cerisy-la-Salle (Manche).

3 jours : Initiation économique.
1 jour : Les classes sociales en France.

1 jour : La gauche, le P. S. U. et le régime.

1 jour : Les organisations de masse.

1 jour : La gauche et l'Europe.

1 jour : Conclusions du stage.

STAGE « ENTREPRISES »

■ DU 2 AU 10 SEPTEMBRE, Région parisienne.

1 jour : L'entreprise et son contexte économique, le secteur public.

1 jour : Structures sociales de l'entreprise.

1 jour : Fonctionnement financier de l'entreprise.

1 jour : Le pouvoir dans l'entreprise et le droit de contestation.

1 jour : Stratégies patronales et ouvrières.

1 jour : La gestion ouvrière. Le militant P.S.U. dans l'entreprise.

1 jour : Le mouvement syndical.

1 jour : Conclusions du stage.

STAGE « JEUNES »

■ DU 16 AU 23 SEPTEMBRE, Vallée de Chevreuse (S.-et-O.).

3 jours : Tâches du Socialisme.

— Planification.

— Pouvoir économique et démocratie.

— Décolonisation.

— La gauche, le P.S.U. et le Front Socialiste.

2 jours : La jeunesse :

— Mouvements et institutions de jeunesse.

— Politique de la jeunesse.

3 jours : Jeunesse et Education :

— Réforme de l'enseignement.

— Programmes et culture.

— Démocratisation de l'enseignement et démocratie.

— Conclusions du stage.

DEMANDE D'INSCRIPTION

Pour le stage (rayer les mentions inutiles) :

— « GENERAL » : 29 juil. au 5 août, Cerisy-la-Salle (Manche)
— « ENTREPRISES » : 2 au 10 septembre, Région Parisienne.
— « JEUNES » : 16 au 23 sept., Val. de Chevreuse (S.-et-O.)

● RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom : Prénom :
Adresse :
Profession :
Date de naissance :
Téléphone :

● PARTI

Fédération :
Section :
Date d'adhésion :
Responsabilités :
Appartenances politiques antérieures :

● SYNDICAT

Confédération :
Fédération :
Responsabilités syndicales :

● DIVERS

Qualifications (professionnelle, administrative, universitaire ou autres...) :

Autres organisations (culturelles, de jeunesse, etc.) :
Fonctions électives (municipales, Sécurité Sociale, Allocations familiales, H.L.M., Parents d'élèves, etc.) :

● RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

— Je me rendrai au stage par mes propres moyens (auto, moto...)
— Je me rendrai par chemin de fer à la gare de St-Lô (stage général) — à Paris (stages entreprises et jeunes).

Signature :

LE STAGE DE L'ISÈRE

Tribune a déjà fait état de ce stage la semaine dernière. Nous voudrions en donner une analyse qui puisse aider les fédérations tentées par ce travail :

La conception d'ensemble était de donner à des responsables de fédérations et de sections des instruments idéologiques pour les luttes du Front socialiste. Le programme découlait donc de cette préoccupation.

1) LE CADRE ÉCONOMIQUE DU FRONT SOCIALISTE

G. Ducaroy nous décrivait successivement :

— l'analyse fondamentale du capitalisme,

— le capitalisme moderne et le problème de la paupérisation,

— les bases économiques d'un programme de transition.

2) LES FORCES SYNDICALES

Au cours d'une journée chargée, les camarades Belleville, Mlle Trillat, Aslanian et Ducros nous parlaient successivement des sujets suivants :

— Voies nouvelles du syndicalisme ouvrier,

— Les syndicats agricoles,

— L'U.N.E.F.,

— Les syndicats enseignants.

D'autre part, une soirée — trop brève

— était consacrée au syndicalisme des familles, présenté par Alic.

3) FORCES POLITIQUES

Avec Poperen, « Histoire du Parti communiste » et « le nationalisme et la gauche ».

4) Enfin, la dernière matinée était consacrée aux problèmes de la réunion de section, avec les camarades Heurtaux et Garnier.

Après discussion avec les participants, nous avons établi une sorte de bilan :

● COTE POSITIVE DU STAGE :

— Participation nombreuse : de 30 à 50 camarades avec une bonne proportion d'ouvriers et de salariés, et une moyenne d'âge de 27 ans (voir T.S. de la semaine dernière).

— Prix modique : le participant payant 17 NF pour tout le stage.

— Qualité de tous les exposés (Nous allions d'ailleurs les ronéoter; écrire au siège de la Fédération, 10, place Saint-Bruno, Grenoble, Isère).

● ERREURS À ÉVITER :

— Plus d'exposé le soir (le militant est fatigable).

— Obtenir de tous les orateurs un engagement précis pour tel jour, telle heure, faute de quoi le plan est bouleversé.

— Obtenir des orateurs le plan de leur exposé pour le distribuer ronéoté à l'avance.

L'expérience nous a paru très encourageante, et accessible à bien des fédérations, pour peu que l'on respecte certaines règles simples (avertir à l'avance, réduire les prix au maximum, se limiter dans la durée, dans les sujets, etc...). La participation a, nous pouvons le dire, dépassé notre attente; elle nous semble un signe sûr de la vitalité de notre parti.

Avec un tel programme, réalisé en 4 jours, donc accessible aux travailleurs, il est possible d'améliorer sensiblement la formation des cadres fédéraux du parti. Nous sommes à la disposition des autres fédérations pour tous renseignements complémentaires.

LA COMMISSION DE FORMATION DE L'ISÈRE.

COMMUNIQUÉ du Bureau National du P.S.U.

Le Bureau National du P.S.U. a adressé son salut aux congrès confédéraux de la C.G.T. et de la C.F.T.C., dans les termes suivants :

Le Pouvoir s'attaque actuellement aux libertés syndicales. Aux justes revendications des travailleurs de la fonction publique et des services publics il n'oppose que la raison d'Etat et la réquisition.

Par ailleurs, au nom d'une raison d'Etat parallèle, d'impératifs économiques et nationaux arbitrairement définis et correspondant en fait aux désirs du patronat, le pouvoir prétend fixer globalement, sans discussions, la limite des augmentations de salaires que pourront obtenir les travailleurs du secteur privé. Cette fois, comme à travers toute la politique d'intéressement, c'est tout le rôle du syndicat qui est mis en cause.

Le Pouvoir veut les transformer en courroie de transmission de sa politique.

Dans ce contexte les congrès confédéraux de la semaine qui s'ouvre ont la plus grande importance.

Le PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ est persuadé qu'ils constituent en eux-mêmes, et pour l'avenir, grâce à la politique qu'ils définiront, une riposte aux tentatives gouvernementales, une affirmation de la volonté des salariés de parvenir à la direction de l'économie et de la Nation, qu'ils confirmeront enfin la volonté des travailleurs de voir la conférence d'Evian aboutir à la Paix en Algérie. »

27 mai 1961

A DIJON : Une grève

(Chez BOILOT-PÉTOLAT)

détruit le mythe des "bons patrons"

DIJON est une ville où la totalité des conseillers municipaux appartiennent aux « Indépendants ». Ce fait politique exprime assez bien la structure socio-économique de la cité. Les 5.000 employés de la S.N.C.F. (en comptant la banlieue) représentent l'élément dynamique, mais minoritaire, du salariat local. En dehors de cette entreprise nationalisée, existent sur Dijon un très grand nombre de moyennes, petites et même toutes petites usines d'alimentation et métallurgiques. Sauf pour les plus importantes (Indenor, ex-Terrot), entrées dans le grand circuit capitaliste, le patronat est local et pratique avec habileté la méthode paternaliste. Les ouvriers ne vont pas aux meetings du 1er mai puisque ce jour-là la Direction offre un vin d'honneur et distribue des médailles. D'un autre côté, on n'hésite pas à accorder une augmentation de salaire lorsqu'elle semble récompenser une attitude de soumission. Il semble que le patronat dijonnais n'hésite pas à abandonner une toute petite partie de ses énormes profits pour maintenir dans l'opinion ouvrière et l'opinion tout court, l'illusion qu'il fait partie des « bons patrons » qui « paient bien » — cette illusion lui servant justement à assurer sa domination politique sur les institutions locales.

Un bel exemple de cette situation est donnée par des employés du Bien Public, quotidien local, qui ont, paraît-il, des salaires convenables et qui servent ainsi à la diffusion de ce journal ultra-réactionnaire jusque chez les salariés.

Il est bien évident que, dans un pareil climat, les grèves sont rares à Dijon, exception faite des fonctionnaires et des agents du secteur nationalisé. Ainsi la grève illimitée déclenchée depuis le 15 mai aux Etablissements Boilot-Pétolat éclate-t-elle comme un coup de tonnerre dans un ciel serein.

« Boilot-Pétolat » est une entreprise métallurgique qui fabrique des grues de manutention et du matériel roulant. Après plusieurs remaniements ces dernières années, le noyau local (Pétolat est adjoint au maire) a été absorbé par une

Société anonyme. Il semble que ces différentes mutations ne se soient pas passées facilement dans le meilleur des mondes capitalistes, puisque l'usine a connu sept directeurs depuis sept ans ! En tout cas la direction a affirmé aux responsables syndicaux que les carnets de commandes étaient bien remplis. La gestion de l'usine est donc mauvaise et bien entendu c'est aux ouvriers que la S.A. veut en faire supporter les conséquences. Les salaires, après avoir été il y a cinq ans « convenables » (selon la politique définie plus haut), sont maintenant parmi les plus bas de la métallurgie dijonnaise.

L'usine emploie 468 ouvriers horaires. Le pourcentage des syndiqués doit avoisiner 50 %, ce qui est extrêmement fort pour une entreprise dijonnaise. L'influence de la C.G.T. dépasse légèrement celle de la C.F.T.C. Il n'y a pas de syndicat C.G.T.-F.O. L'unité entre les deux syndicats présents est traditionnelle dans l'usine. Aussi la colère ouvrière n'a pas subi de frein lorsque, le 15 mai, elle s'est manifestée par la grève.

Les revendications sont simples et limitées : augmentation de salaire de 7 %. Ce mot d'ordre entraîne dans le mouvement 400 « horaires », y compris une vingtaine de travailleurs algériens fraternellement liés dans le combat à leurs camarades français. Par contre les « mensuels ne suivent le mouvement que dans la proportion de 10 %. La Direction a su habilement les isoler en leur donnant un os au mois d'avril.

Jusqu'à présent, la Direction ne veut lâcher que 2 % au 1er octobre prochain. De plus elle assortit cette proposition de menaces. Mais les travailleurs de chez Boilot-Pétolat, d'ailleurs aidés par la solidarité des autres travailleurs dijonnais qui s'organisent de plus en plus, veulent aller jusqu'au bout.

L'issue de cette grève est d'ailleurs extrêmement importante et doit retenir tous les soins des militants organisés. De son succès dépend la fin d'un mythe : les « bons patrons » dijonnais et les ouvriers du secteur privé incapables de se battre victorieusement contre l'ennemi de classe.

DANS LA LOIRE :

Grève générale des métallos

Depuis le 9 mai, les 320 ouvriers et menusels des Ets MOIZIEUX sont en grève générale pour faire aboutir leurs revendications.

— Augmentation des salaires de 10 %.
— Réduction de la semaine de travail sans diminution de salaires, abaissement de l'âge de la retraite, 4 semaines de congés payés.

Le 12 mai les travailleurs des Ets GAUCHON l'entreprise la plus importante de la ville débrayaient à leur tour pour une durée illimitée.

Le patronat de combat de ces deux entreprises comptent sur la misère pour réduire les travailleurs à leur merci. Ceux-ci sont bien décidés à lutter pour obtenir une augmentation qui devrait leur permettre d'avoir des salaires à peu près au niveau de ceux qui sont pratiqués dans les autres usines du département.

Un important meeting des métallos organisé par le syndicat C.G.T. a groupé 600 ouvriers après défilé dans les rues de Boën. C'est la première fois qu'un tel rassemblement avait lieu dans cette ville de 3.300 habitants.

Les militants du P.S.U. syndicalistes C.G.T. dans ces entreprises participent activement à la lutte des métallurgistes de Boën-sur-Lignon.

CALVADOS :

Les cheminots pour l'unité syndicale

A Caen, les syndicats ont pris l'engagement de se rencontrer chaque fois qu'il sera nécessaire. Ce sont les syndicats C.F.T.C., C.G.T. F.O. et F.G.A.A. C. qui ont décidé cette unité d'action à la suite d'une grève des employés de la S.N.C.F. : grève de 32 heures suivie à près de 95 %.

Dans une motion unanime, les syndicats cités exhortent les Fédérations à continuer ensemble, sans exclusives ni défaillance, la lutte syndicale. Ils les adjurent de tout mettre en œuvre dès maintenant, dans un esprit de compréhension et de confiance mutuelles, afin de parvenir à la réalisation rapide de l'unité syndicale des cheminots, seul moyen efficace et indispensable pour faire aboutir leurs légitimes revendications.

La présence de militants P.S.U. dans chacune des organisations syndicales explique cette louable volonté d'unité dans l'action revendicative des travailleurs.

NANCY :

Conflit à l'E.D.F.

L'important conflit qui a éclaté il y a quelques jours dans cette entreprise est significative du grave malaise qui règne à l'E.D.F. de Nancy : Répondant à la décision, prise en avril dernier par le personnel, de réduire la production de 30 % en raison du refus d'augmentation des salaires, la Direction du Centre prétendit vouloir procéder à des abattements correspondants à cette diminution de la production.

La réaction ne se fit pas attendre : ouvriers et employés manifestèrent en ville, malgré l'intervention de la police, avec des pancartes résumant leurs revendications :

« Unité du personnel pour le salaire de base de 33.000 anciens francs ».

Puis les salariés occupèrent toute la journée les locaux du Centre de Distribution de la rue Raymond-Poincaré.

Devant l'attitude de la Direction l'agitation n'est pas apaisée.

F.O. BATIMENT :

Obliger la Fédération patronale à négocier

Le Comité Intersyndical F.O. du Bâtiment de la Région Parisienne,

— Constatant le refus de la Fédération patronale de réunir la Commission Paritaire,

— Appelle les ouvriers du Bâtiment et des Travaux Publics à engager l'action pour obliger la Fédération patronale à négocier.

Le Comité Intersyndical F.O. précise que sa demande porte notamment sur une augmentation des salaires de 12 % avec minimum de 30 francs de l'heure.

LIVRE D'ACTUALITÉ

NATIONS AFRICAINES ET SOLIDARITÉ MONDIALE

par Mamadou DIA

« R ESTER fidèles à nos objectifs ut en revisant nos conceptions », cette phrase que nous lisons dans le récent livre du chef du gouvernement de la République du Sénégal illustre assez bien les propos qu'il a tenus dernièrement à notre confrère du Monde.

Parlant du 1er plan quadriennal de développement présenté et défendu par lui, élaboré sous son autorité, Mamadou Dia, précise qu'il fut envoyé aux divers gouvernements qui composent l'Organisation afro-malgache de Coopération Economique (O.A.M.C.E.)

Le rapport général fut largement inspiré par les études — qui durèrent près de deux années — du Révérend Père Lebret, d'Economie et Humanisme. Le plan — fixé pour une durée quadriennale — constitue cependant, dans l'optique du gouvernement sénégalais une projection hardie sur l'avenir et le développement de ce territoire. Mamadou Dia ne pouvait, en effet, oublier l'excellent ouvrage qu'il fit paraître aux Presses Universitaires de France, dans lequel, en sept pages, il ne cachait pas sa déception, au lendemain de l'éclatement de la Fédération du Mali, qui réunissait alors Sénégal et Soudan.

Mais si l'auteur revendique pour lui de pouvoir passer de l'acceptation du fédéralisme au refus du fédéralisme... au moins temporairement, selon sa formule, s'il pense que le fédéralisme n'est pas une fin en soi, est-il vraiment réaliste d'admettre avec tant de facilité les micro-nationalismes et les micro-nations qui tendent à balkaniser définitivement l'Afrique, pour son plus grand malheur.

Comme elle nous paraît fragile, la thèse de coopération multinationale, même lorsque celle-ci doit se faire sur la base des indépendances nationales. On a pu constater ce que peut peser la Charte des Nations-Unies lorsqu'elle s'oppose à l'égoïsme du capitalisme des grandes puissances.

Continent-témoin, l'Afrique eût pu devenir — et pourquoi ne le deviendrait-elle pas encore — la terre d'expérience d'un socialisme humaniste, d'un type non-marxiste peut-être, mais adapté aux caractères africains.

Livrés, chacun d'entre eux séparément, isolés et sans défense devant des puissances aux économies développées, les multiples petits Etats africains ne sont plus cette force du Tiers-Monde, capable de faire réfléchir les grandes nations. L'aide de l'Occident, écrit Mamadou Dia, loin d'être une aide vraiment économique et technique, dans la ligne du développement réciproque, est souvent le produit d'une marchandage où les préoccupations mercantilistes se mélangent à des calculs stratégiques ou simplement politiques.

Certes, ces peuples colonisés sentent aujourd'hui combien ils ont été frustrés du bienfait de l'indépendance

politique, mais il est fortement à craindre que ces micro-nationalismes permettent une autre forme d'oppression — de caractère plus vigoureusement économique — qui déterminera effectivement un nouveau sentiment de frustration, celui-ci plus explosif, dans une atmosphère de pseudo-liberté.

On soulignera néanmoins le chapitre dans lequel Mamadou Dia traite excellemment du développement réciproque, dialogue des nations de bonne volonté. A ce sujet, nous devons citer cet extrait d'un cours de François Perroux, au Collège de France, reproduit d'ailleurs dans le livre :

« ...les patries et les nations y sont « menacées par le capitalisme de monopoles, que certaines présentent « comme le régime le plus favorable « à la liberté. »

Que pourront les petites nations vacillantes, aux marchés étroits — rétrécis par la balkanisation — et dont l'économie dépend étroitement de la stabilité des prix sur les marchés des grandes nations aux économies développées, que pourront-elles opposer, chacune d'entre elles, à l'égoïsme monstrueux du capitalisme monopolisateur ?

Mamadou Dia oppose à ce danger les idées suivantes : complémentarité des économies africaines ; coopération et devoir pour les nations africaines de réaliser l'équilibre à l'intérieur du continent ; coordination des différents plans nationaux et acceptation par tous les Etats africains de l'idée d'un grand plan de développement, à l'image du Plan de Colombo ; enfin il affirme que cette orientation de l'Afrique appelle une reconversion totale de l'Europe.

On le voit, c'est l'idée d'un marché commun africain, associé nécessairement au marché commun européen, dans une Economie mondialiste.

Cette perspective, Mamadou Dia veut la préserver lorsqu'il pense que le plan sénégalais peut être le premier chaînon d'un vaste plan régional interafricain.

En définitive, la Communauté des Nations Solidaires souhaitée par Mamadou Dia risque bien de ne pas voir le jour rapidement si la voie choisie reste celle des micro-nations dans une époque où le développement des populations est conditionné par l'indispensable création des grands ensembles. Les nouveaux dirigeants africains seront-ils, suffisamment à temps conscients des espoirs que mettent en eux les peuples affamés de liberté, de justice et de pain ?

B.-A. BENOIST.

(1) « Nations africaines et Solidarité mondiale », par Mamadou Dia (Presses Universitaires de France).

LA CRISE DE L'INDU



(Keystone)

On entend dire un peu partout dans notre pays que l'industrie automobile est en crise, que sa situation empire.

Certains vont même jusqu'à prétendre que cette crise est le symptôme d'une crise économique qui devrait bientôt secouer la France. Enfin, cette crise ne serait pas seulement française, mais mondiale... Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne même connais-

sent ou connaîtraient rapidement dans le secteur automobile les mêmes difficultés que la France.

Nous allons ici essayer de faire le point sur une situation moins tragique qu'on ne le prétend mais dont l'évolution n'est pas rassurante pour les salariés de cette branche, et de montrer les remèdes qu'il serait souhaitable d'appliquer mais que le capitalisme français et mondial refuse.

EXEMPLE typique de l'incohérence du système de la « libre entreprise », l'industrie automobile se rend bien compte qu'au bout de son chemin, il y a la culbute, mais ne peut faire autrement que continuer tout droit, jusqu'à une catastrophe dont les employés de cette industrie feront essentiellement les frais.

La place de l'industrie automobile dans l'économie française...

En 1960, le chiffre d'affaires de l'industrie française automobile (camions, automobiles, cycles, motocycles, pièces détachées) a été de l'ordre de 1.300 milliards.

Cinquième industrie française, elle vient après les industries agricoles et alimentaires, le textile, le bâtiment, la mécanique, et avant le pétrole, la sidérurgie et la chimie. De plus, l'industrie automobile achète 20 % environ de l'acier, du verre, de l'aluminium utilisés en France.

La main d'œuvre employée dans cette industrie est de 270.000 personnes, mais approximativement, 300.000 personnes travaillent dans les industries qui la fournissent.

Sur une population active totale de 16 millions (dont 12 dans l'industrie), d'une façon directe ou indirecte, la construction automobile fait vivre 600.000 personnes environ. Ces chiffres montrent l'importance de l'automobile dans l'industrie française : comparable aux plus grandes industries françaises, elle n'est pourtant que l'une d'entre elles et il est inexact de prétendre qu'elle y a une place prépondérante.

Le cas de la France n'est d'ailleurs pas anormal et une situation voisine apparaît dans les grands pays industriels occidentaux : U.S.A., Grande-Bretagne, Allemagne, Italie.

Ce qui caractérise cette industrie, c'est sa concentration : concentration dans un petit nombre de pays (les autres achetant ou montant la production des quatre pays producteurs déjà cités, de la France et du Japon), — concentration à l'intérieur

des pays producteurs, — concentration aux mains du capitalisme américain.

En France : cinq grands producteurs : Renault, avec sa filiale Savem, le groupe Simca (avec les camions Unic) Peugeot, Citroën (qui domine Panhard), Berliet (fabriquant uniquement des poids-lourds).

Renault, plus puissant que les autres, a fabriqué en 1959, 37 % des voitures particulières françaises; Citroën, Simca, Peugeot, eux, sont de force équivalente. La concurrence est acharnée entre les quatre grands, mais sur des points particuliers, des accords à deux ont été passés (vente de voitures Peugeot aux U.S.A. par le réseau Renault, utilisation par Citroën de l'usine Simca de Nanterre, préjudicant, peut-être, à un accord plus large).

Il est probable, cependant, que la concentration n'est pas terminée car il est difficile de concevoir le maintien en France de plus de trois constructeurs indépendants fabriquant chacun 2 à 3 modèles (pour leur permettre de compenser les échecs de certains d'entre eux par la réussite des autres) et saturant le marché français avec 7 à 9 modèles.

Dans le domaine des gros véhicules utilitaires, trois constructeurs (Savem : 20 %, Unic : 25 %, Berliet : 50 %), se disputent un marché étroit où certains petits constructeurs subsistent (Willème notamment) et on voit mal comment cette situation pourrait se maintenir.

...et dans le monde

Sur 16 millions de véhicules fabriqués en 1960 dans le monde, 8 millions l'ont été en Amérique, 2 en Allemagne, 1,8 en Grande-Bretagne, 1,35 en France, 644.000 en Italie, 524.000 en U.R.S.S. En fait, la domination de la construction automobile par le capitalisme américain est encore plus importante qu'il n'y paraît à première vue car en Allemagne et en Angleterre, près de la moitié de la construction automobile est effectuée par des filiales américaines (Ford anglaise, Ford allemande, Opel, Vauxhall, filiales de la General Motors en Allemagne et Angleterre). De plus, les intérêts de la General Motors sont importants chez Fiat et ceux de Chrysler chez Simca.

C'est une des forces, et des faiblesses, de l'industrie automobile française d'être peu liée au capitalisme mondial : Renault est nationalisée, Peu-

geot appartient à une famille; Citroën dépend de Michelin, groupe très indépendant; seul, Simca est international, mais il semble bien que les intérêts complexes qu'y possèdent Chrysler, Fiat et peut-être la General Motors derrière Fiat laissent à son président Pigozzi, gros actionnaire de Fiat, une grande liberté de manœuvre.

Les « grands » de l'Automobile

NOMBRE DE VEHICULES CONSTRUITS EN 1960

1. GENERAL MOTORS	(U.S.A.)	3.680.000
2. FORD	(U.S.A.)	2.230.000
3. CHRYSLER	(U.S.A.)	1.150.000
4. VOLKSWAGEN	(All.)	890.000
5. B.M.C.	(G.-B.)	670.000
6. RENAULT	(Fr.)	550.000
7. FIAT	(Italie)	540.000
8. AMERICAN MOTORS	(U.S.A.)	490.000
9. FORD	(G.-B.)	480.000
10. OPEL	(All.)	370.000
11. CITROËN	(Fr.)	320.000

Ainsi, les trois grands de l'industrie automobile mondiale sont américains et se partagent l'énorme marché américain à raison de 45 % environ pour General Motors, 30 % pour Ford et 15 % pour Chrysler (ce dernier ne devant sa survie, — semble-t-il qu'uniquement à la « magnanimité » des deux premiers qui ne veulent pas se retrouver seul à seul).

La puissance des constructeurs français n'a rien de comparable à celle des trois super-grands de l'industrie américaine. Cependant, ils sont à l'échelle des constructeurs européens (y compris les filiales européennes de Ford et de la General Motors) et leur taille est suffisante pour que leurs méthodes de fabrication et de commercialisation soient au niveau de la concurrence internationale.

Relativement modeste, parmi les industries automobiles des grands pays, l'industrie automobile française n'en est pas moins solide, relativement indépendante, et capable d'opposer une longue résistance à l'industrie automobile américaine ou allemande si celles-ci cherchaient à la menacer.

Marchés français et marchés étrangers

La puissance de l'industrie automobile française provient du fait que le marché français lui a été longtemps réservé par le moyen de droits de douanes importants sur les voitures et camions importés et par l'instauration de contingents d'importation. Dans son fief, l'automobile française est donc toute puissante et même si les droits de douane, après les contingents étaient supprimés complètement, dans le cadre du Marché commun, elle le resterait longtemps encore car, pour vendre des voitures dans un pays, il faut un réseau commercial considérable de concessionnaires qui est très long à constituer.

Cette particularité du marché automobile qui freine et freinera les importations de véhicules étrangers en France limite, par contre, les exportations françaises.

Il faut cependant faire des distinctions suivant les différents pays :

1) Pays traditionnellement ouverts aux importations

Il s'agit de pays évolués qui n'ont pas d'industrie automobile : Belgique, Hollande, Suisse. Dans ces pays, des réseaux commerciaux français et étrangers se sont constitués. La concurrence est, de tout temps, active et l'industrie automobile française compétitive y tient une part raisonnable de ces marchés sans pouvoir augmenter considérablement sa part qui est déterminée par la faveur que rencontrent ses modèles et les prix qu'elle consent.

2) Pays sous-développés

Ces pays, notamment l'Amérique latine, doivent acheter des automobiles à l'étranger. Cependant, ils cherchent à développer des chaînes de montage

pour occuper une main d'œuvre pléthorique. Dans ces régions, les exportations dépendent d'une part du dynamisme des firmes, d'autre part, d'accords entre les gouvernements intéressés. L'industrie française est assez bien placée et devrait conserver, sinon accroître, ses positions. Des mentions doivent être faites du Commonwealth où, traditionnellement, l'Angleterre a une place prépondérante quoique allant en diminuant, et de l'ancienne Union Française où la France garde encore d'importants privilèges mais dont les besoins sont limités.

3) Pays producteurs d'automobiles

Ces pays, bien que peu nombreux, présentent un intérêt considérable parce que leurs besoins en automobiles sont très supérieurs au reste du monde. L'industrie française subit plusieurs handicaps :

— Elle ne construit pas de voitures très originales comme Porsche ou Mercedes en Allemagne et Triumph en Angleterre.

— Son indépendance vis-à-vis du capitalisme mondial l'oblige à constituer intégralement ses propres réseaux de distribution (par contre, il faut reconnaître qu'elle est libre d'avoir une politique d'exportation propre, contrairement à la Ford anglaise et allemande, notamment).

— Ses possibilités financières réduites font que (sauf peut-être pour la plus grande firme, Renault), elle doit limiter ses ambitions à quelques pays et ne constituer que des réseaux de distribution incomplets (particulièrement Peugeot). Pourtant en Europe, lorsque des firmes dynamiques cherchent à exporter (Renault), la baisse des droits de douane et la suppression progressive des contingents permettent d'augmenter les exportations françaises (telle Renault en Grande-Bretagne et en Allemagne) et des accords sur la distribution avec des firmes étrangères (Simca et N.S.U. en Allemagne) peuvent réduire les efforts pour constituer des réseaux commerciaux.

L'importance du marché américain et ses particularités conduisent à nous y attarder un peu. Il s'agit là d'un marché saturé où la demande d'automobiles est quasi-stagnante depuis des années (abstraction faite de périodes de crises et de reprises passagères) puisque 90 % des familles américaines possèdent leur voiture et que, seul, le renouvellement du parc explique le maintien de la demande à un niveau élevé. Dans un tel marché, pratiquement, ce qui a été arraché par une firme doit être soustrait à une autre. Cependant, l'industrie automobile européenne est parvenue à s'implanter aux U.S.A. grâce à un certain nombre de conditions provisoirement favorables. Luttant les unes contre les autres, les sociétés américaines ont cherché longtemps, non à diminuer leurs prix mais à offrir à leur clientèle des voitures toujours plus grandes, plus confortables et luxueuses. Une véritable folie a entraîné l'industrie américaine à fabriquer des « monstres » dont l'utilité était de moins en moins perçue par l'Américain moyen. Cette folie a d'ailleurs été, en grande partie, consciente car, d'une part, des accords implicites conduisaient les trois grands constructeurs à ne pas diminuer les prix et à entrer en compétition sur d'autres points, d'autre part, le bénéfice sur une grosse voiture est beaucoup plus élevé que sur une petite. De la sorte, l'industrie automobile américaine a attendu jusqu'au dernier moment pour fabriquer des voitures plus modestes. Seule, l'invasion du marché américain par des petites voitures européennes a conduit les trois géants à réviser leur politique et à construire des voitures moyennes qui ont pris plus de 30 % du marché. Cette réaction a mis en difficulté sur le marché américain les constructeurs européens, ceux qui sont liés au capitalisme U.S. (Ford européenne, Opel, Simca), mais encore plus ceux qui en sont indépendants (Volkswagen, Renault). Cependant, disposant d'un réseau commercial relativement complet et autonome, Volkswagen est parvenu à défendre sa position tandis que Renault dont le réseau est moins indépendant et plus récent s'écroulait

INDUSTRIE AUTOMOBILE

et ne pourra se relever que si son niveau de distribution est complètement remanié.

Expansion de l'industrie automobile française depuis la Libération

Dès la naissance de l'industrie automobile, les constructeurs français, dont beaucoup ont participé à la mise au point des premières automobiles, ont su combattre les importations étrangères sur le marché français et exporter. La production de masse, puis la crise de 1930 élimina progressivement beaucoup des premiers constructeurs et résistèrent uniquement Louis Renault et Pierre Peugeot, la firme André Citroën étant rachetée par les Michelin.

À la Libération, Renault fut nationalisé pour faits de collaboration, et sous la conduite de Lefaucheur, avec l'aide des crédits de l'Etat, prit un excellent départ avec sa 4 CV. Citroën et Peugeot menèrent une politique prudente, manquant de dynamisme : Citroën tarda à remplacer la vieille traction-avant ; Peugeot, dont la 203 était une réussite ne voulut pas doubler ou tripler ses chaînes et permit à un nouveau-venu Simca, au départ filiale de la Fiat italienne, de s'introduire sur un large marché en expansion. La production française crût rapidement pour faire face à une demande intérieure justifiée par le besoin de rénovation du parc automobile après 6 ans de guerre et par l'augmentation progressive du niveau de vie.

Partant d'une production de 182.000 voitures particulières en 1938, rejointe en 1948, elle en produisit 257.000 en 1950, 553.000 en 1955 et 1.113.000 en 1960.

Protégés par de forts droits de douane et des contingentements très réduits d'importation, les constructeurs français n'avaient nullement à craindre en France les concurrents étrangers. Ceci permit à Citroën et à Peugeot de faire attendre leurs clients, au grand profit de Simca, et de ne plus chercher sérieusement à exporter. Heureusement, Renault, pour répondre aux demandes du Gouvernement, et Simca, pour augmenter sa puissance, firent assez rapidement des efforts d'exportation. Pourtant, tandis que les constructeurs anglais et allemands exportaient couramment 50 % de leur production, ce n'est qu'en 1959 que l'industrie automobile française atteignit approximativement ce chiffre, alors qu'auparavant, elle n'exportait que 25 à 30 % de sa production. Ce pourcentage de 59, exceptionnel pour la France, résultait de la conjonction de deux phénomènes : d'une part la récession économique française de 1958-59 qui toucha le marché de l'automobile en 1959 seulement, conduisit toutes les firmes à faire des efforts exceptionnels d'exportation. D'autre part, le marché américain apparaissait largement ouvert aux voitures françaises. Notamment Renault (qui venait de constituer son réseau) et Simca (qui venait de signer des accords avec Chrysler) s'engagèrent avec vigueur vers l'exportation aux Etats-Unis.

De la sorte, la contraction du marché français n'eut pas de répercussions graves sur les constructeurs français qui abordèrent l'année 60 avec optimisme.

La crise actuelle...

Impressionnée par les licenciements et les réductions d'horaires qui ont eu lieu chez Renault, le premier constructeur français, l'opinion a tendance à surestimer la crise actuelle que subit l'industrie automobile française et mondiale.

Cette crise existe, mais elle n'est pas générale, et est d'importance limitée.

En France même, la production de véhicules utilitaires a crû considérablement en 1960 par rapport à 59 et continue à croître.

L'exportation de ces véhicules, qui a toujours été moins importante que celle des voitures particulières a continué à progresser en 1960 et ne donne pas actuellement d'inquiétudes sérieuses. Quant au marché intérieur, il s'est développé rapidement en 1960 et 1961.

Bien plus, les immatriculations, en France, de voitures particulières qui

avaient diminué de 5 % environ de 1958 à 1959, ont dépassé de 13 % en 1960 celles de 1959. Par contre, les exportations françaises de voitures particulières ont, tout au cours de l'année 60, continuellement régressé et leur niveau, au début 61, reste très bas. C'est ce phénomène, et lui seul, qui est la cause de la crise de l'industrie automobile française. Cependant, la baisse de nos exportations n'a pas été générale : elles ont stagné à peu près partout, mais ne se sont effondrées qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Enfin, même aux U.S.A., les exportations, — très faibles —, de Peugeot et de Citroën ont continué à croître et seuls, Simca (depuis fin 59) et Renault (depuis le deuxième trimestre de 1960) ont vu leurs exportations vers les Etats-Unis s'écrouler.

Ainsi, la crise a pris chez Renault des allures alarmantes tandis que la prospérité continue de régner chez Peugeot et Citroën.

La situation au 1er trimestre 1961 en France est la suivante :

• Les immatriculations de voitures particulières sont de 20 % supérieures à celles de l'année précédente, mais



(Agip)

Premiers taxis à Londres : des « Dauphines » rouges.

les exportations ont diminué de plus de 30 % par rapport au trimestre correspondant de 1960.

• L'écroulement est manifeste aux U.S.A. et en G.-B. où Renault avait une place prépondérante dans nos exportations (baisse de 90 % entre le 1er trimestre 1960 et le 1er trimestre 1961). On constate, d'autre part, des baisses générales mais beaucoup plus faibles de nos exportations vers les autres pays du monde (5 % environ).

• La production, durant le 1er trimestre 1961 est inférieure de 11 % à celle du 1er trimestre 60, mais la situation est diverse suivant les constructeurs : Peugeot croît de 30 % environ, Citroën de 8 %, Simca stagne tandis que Renault diminue de près de 40 %.

Les raisons de la crise et ses conséquences

La raison majeure est bien évidente : le marché américain s'est en grande partie fermé aux exportations françaises. La difficulté d'exporter aux U.S.A. n'atteint pas que notre pays, mais l'atteint surtout. Il est certain que la fabrication de « compact cars » par les trois « grands américains » a lutté efficacement contre l'invasion des voitures européennes. La Grande-Bretagne en a subi les effets d'une manière importante, fin 1960 (un peu plus tard que la France). L'Allemagne a mieux résisté et notamment son plus grand constructeur, Volkswagen. L'effondrement particulièrement des exportations françaises réclame cependant quelques explications.

Il est facile après coup de critiquer la politique suivie par une entreprise, mais il semble bien que Renault a fait un certain nombre d'imprudences.

D'abord, même sur le plan français, axer la production d'une société importante sur un seul modèle risque d'apporter des déboires lors d'un changement imprévisible de mode ou de la sortie d'un véhicule concurrent.

Ensuite, exporter 30 % de sa production aux Etats-Unis comme l'a fait

Renault en 1959 semble assez peu raisonnable lorsque, du fait de sa jeunesse, on ne peut être sûr de son réseau de distribution.

Enfin, Renault, pour répondre aux désirs de ses concessionnaires, a constitué des stocks trop importants de voitures et, lorsque les ventes ont été moins fortes, n'a pas réagi suffisamment vite, ce qui a conduit le stock, déjà trop haut, à un niveau inacceptable. La conséquence en a été qu'au moment où la baisse de la demande s'est fait pleinement sentir, il a fallu résorber le stock, ce qui a conduit à diminuer les expéditions aux Etats-Unis dans une proportion beaucoup plus forte que la baisse des ventes ne l'exigeait.

Pourtant, cette crise ne doit pas comporter pour l'ensemble des constructeurs français et même pour Renault en tant que firme des conséquences trop graves. Les ventes de voitures françaises aux Etats-Unis devraient se stabiliser assez rapidement à un peu moins de 100.000 par an ; le marché anglais, d'importance assez faible, ne pose pas de gros problèmes, et dans le reste du monde, la demande d'automobiles allant croissant, la crise actuelle a toute chance d'être passagère.

Vers une crise structurelle de l'industrie automobile mondiale

S'il ne faut pas donner une importance exagérée à la crise actuelle, il n'en reste pas moins qu'à terme plus ou moins long, la construction automobile mondiale s'engage vers une crise structurelle au cours de laquelle elle subira des mutations et des secousses graves.

Cette crise doit résulter à brève échéance des capacités de production des entreprises américaines et européennes beaucoup trop fortes par rapport à la demande mondiale — prévisible — de voitures en provenance de ces pays. Il ne fait pas de doute, en effet, que cette demande s'accroîtra mais son rythme de croissance risque de se ralentir pour les raisons suivantes :

1) Le marché américain qui représente la moitié de la demande mondiale est saturé, son rythme de croissance ne peut être que faible. De plus, on assiste à une modification de la demande qui se porte vers les moyennes voitures américaines pour une part non négligeable.

2) Les marchés des pays développés continueront à progresser, mais étant donné que les parcs ont été constitués largement depuis la guerre et que les routes sont surchargées dans presque tous les pays, une baisse de rythme de croissance est à envisager.

3) Les pays sous-développés auront de plus en plus tendance à établir des industries automobiles sur leur propre sol, si bien que leurs importations croîtront aussi à un rythme sans doute plus faible que par le passé.

4) En ce qui concerne l'industrie européenne, une régression des importations aux Etats-Unis est probable du fait de la concurrence des « compacts » et la croissance de l'industrie

européenne qui avait été maintenue par les exportations vers ce pays s'en trouvera diminuée.

5) En ce qui concerne plus particulièrement la France, les importations permises par la suppression des contingents et l'abaissement des droits de douane entre pays du Marché commun vont prendre une part appréciable (10 à 20 %) du marché français. De la sorte, la croissance de ce marché profitera peu à l'industrie française et ses exportations vers les pays du Marché commun où elle exporte déjà de façon appréciable ne croîtront qu'à rythme assez lent.

Devant un marché mondial dont le rythme de croissance diminue, on assiste à une surenchère d'investissements, surtout de la part des entreprises européennes. En faisant la part de ce qui est bluff dans les chiffres d'investissements partout annoncés, on doit admettre que la capacité de production avoisinera en Europe occidentale 10 millions de véhicules en 1965 (contre 6, effectivement construits en 1960) alors que la demande devrait s'établir entre 8 et 9 millions.

Phénomène classique en économie capitaliste : chaque entreprise voulant améliorer — surtout lorsqu'elle prévoit une crise — sa situation, investit d'une façon déraisonnable et une crise de surproduction s'ensuit.

Que faut-il en conclure ? L'industrie automobile européenne est-elle vraiment menacée ? Non, car le marché s'élargit, mais la concurrence va s'exaspérer et des concentrations vont s'effectuer, les firmes les plus puissantes rachetant les entreprises en difficultés. Sur le plan des intérêts capitalistes, il y aura quelques perdants mais l'ensemble sera gagnant.

Malheureusement, il n'en n'est pas de même des salariés des constructeurs d'automobiles. Dans une industrie où la productivité par ouvrier a doublé en 8 ans, seule une augmentation rapide de la production peut éviter des débauchages. Or le rythme d'accroissement diminué que nous sommes contraints de prévoir impliquerait probablement de lui-même une réduction progressive du nombre d'ouvriers, mais la concurrence accrue va précipiter les regroupements d'usines et l'emploi de l'automatisation qui permettent des gains de main-d'œuvre.

C'est pourquoi les revendications formulées par la Fédération des Ingénieurs et Cadres de la Fédération de la Métallurgie C.F.T.C. sont particulièrement intéressantes :

- Extension des garanties sociales visant à corriger les fluctuations saisonnières.
- Interdiction de toute extension, tant que la capacité de production n'est pas utilisée à plein.
- L'exportation en commun.
- La spécialisation des firmes par catégories de véhicules.
- La reconversion partielle.

Malheureusement, ces revendications, étant donnée la structure de l'industrie automobile française et la volonté de libéralisme du Gouvernement, n'ont aucune chance d'aboutir dans leur ensemble.

Cependant, elles ont l'avantage de pouvoir constituer des mots d'ordre de combat et d'indiquer clairement au pays que des solutions existent à un problème dont la solution intéresse l'ensemble de la population.

G. DUCARROY

De Gaulle nous promet le bonheur dans 20 ans...

MAIS AUJOURD'HUI

- Licenciements, déclassés, frappent les travailleurs.
- Le nombre des mal-logés augmente, celui des scandales de la construction aussi.
- Debré dit : « Pas plus de 4 % d'augmentation des salaires », ...pour les profits, il n'y a pas de limite.
- Les vieux perdent leurs places, les jeunes manquent d'écoles techniques et d'emplois.

AVEC LE P.S.U. POUR

- 40 heures payées 48.
- Une semaine de congé de plus.
- La sécurité et la garantie de l'emploi.
- Des circuits directs de distribution.
- Un service national du logement.
- Une aide accrue aux vieux travailleurs.

ET POUR TOUT CELA

- La paix immédiate en Algérie.
- Et des coupes profondes dans les dépenses militaires.

Le P.S.U. vient d'éditer ce texte en affiche 40x60 au prix de 0,10 NF l'exemplaire, ainsi que deux bandeaux-affichettes, au prix de 0,05 NF l'exemplaire.

Passez les commandes : 54, bd Garibaldi, Paris (15e) — C.C.P. Paris 5826-65.

« Année sociale » et congrès syndicaux

DÉPUIS le 1er Janvier 1961, le Pouvoir et ses forces d'appoint-telle l'U.N.R., nous ont, à grand renfort de déclarations, annoncé l'année sociale. De Gaulle lui-même, dans son dernier discours a fait une allusion plus importante qu'à son habitude à ces questions d'intendance dans lesquelles il a daigné, pour une fois, voir l'avenir à construire.

Et voici que deux importants congrès syndicaux se tiennent cette semaine. C'est peut-être une occasion de confronter les promesses du Pouvoir et les réalités, les promesses du Pouvoir et les perspectives ouvrières.

Un pouvoir "fort" qui n'avance pas

Si l'on examine la situation économique, elle ne paraît pas, elle-même, justifier l'optimisme qui préside aux déclarations sur « l'année sociale ». Il y a, certes, expansion. Mais l'on peut se demander si celle-ci correspond aux hausses de productivité. Avant même que la masse des jeunes n'arrive sur le marché il est possible de constater à peu près partout en France des inquiétudes au sujet de l'emploi. La masse des chômeurs n'augmente pas, mais un peu partout, on constate un léger sous-emploi des jeunes, des mises à la retraite anticipées, des conversions, qui se traduisent finalement par des baisses du pouvoir d'achat. En un mot : un resserrement général des possibilités d'emploi.

A côté de cela, apparaissent dans les secteurs décisifs de véritables goulets d'étranglement. L'Automobile, en premier lieu, l'Aéronautique font, par les craintes qu'elles suscitent, peser une véritable menace sur toute la vie économique du pays.

Telle est la situation à laquelle les salariés sont confrontés. Ajoutons qu'en matière de propriété des entreprises, la tendance à la concentration s'accroît. Dans de nombreux secteurs, des entreprises prospères doivent, pour passer d'un stade à un autre, accepter l'injection de capitaux industriels ou bancaires qui ne sortent plus du cercle de famille. Dans d'autres secteurs, les grands trusts poursuivent l'unification sous leur égide. Ainsi augmente la cohésion du front patronal.

En ce qui concerne la situation des salariés, le niveau de leur pouvoir d'achat, M. Rungis a fait dans notre précédent numéro, une démonstration qu'il ne semble pas nécessaire de répéter. Pour des catégories entières le pouvoir d'achat apparaît stabilisé ou diminué.

Dans ces conditions, que peut bien être « l'année sociale » ?

Elle apparaît, comme l'enfer, pavée de bonnes intentions; et encore, s'agit-il de bonnes intentions, ou simplement d'attrape-nigauds ? A travers les projets officiels à travers l'appel de de Gaulle à l'avenir, on aperçoit ce que sont la théorie et la pratique. En théorie, il s'agit de distribuer des actions pour supprimer le salariat. En pratique, et en attendant qu'il le soit, il s'agit surtout de ne pas augmenter les salaires. Comme au printemps dernier, la vague de revendications, cette fois-ci davantage appuyée sur le secteur public qui a pris un plus net retard, vient bousculer le décor et fait ressortir les réalités.

La réalité, bien entendu, c'est la volonté du Gouvernement de n'agir, en matière de salaires dans la Fonction publique, qu'à coup de décisions unilatérales. En ce qui concerne le secteur privé, cette réalité revêt deux aspects. Il y a, d'une part, Debré intervenant avec autorité pour que les salaires ne soient pas augmentés de plus de 4 % et s'adressant, pour ce faire, au patronat, seule compétence qu'il reconnaît en la matière. Il y a, d'autre part, des exemples comme celui de la Thomson-Bagneux, le plus récent et le plus caractéristique. On se souvient que la Direction avait licencié dans des conditions légalement douteuses (c'est le moins qu'on en puisse dire) 5 militants syndicaux, délégués du personnel et responsables de section. Après plusieurs semaines d'attente, harcelés par les Syndicats, l'Inspection du Travail et le Ministère ont été incapables de prendre une décision, se contentant de proposer

un compromis et d'amener Direction et Syndicats à l'accepter. Pourquoi cette impossibilité pour un gouvernement « fort » de trancher dans un cas juridique qui, pour une fois, était de sa compétence ? Parce qu'il lui était difficile de donner légalement tort aux Syndicats et parce qu'il lui était impossible de donner tort à une Direction qui se retranchait derrière le principe de son autorité. Ainsi se résume la politique sociale du gouvernement. Il est question, à des moments ou à d'autres, d'octroyer à la classe ouvrière certains « avantages ». Ils sont choisis alors de telle façon que leur caractère de « dons généreux » apparaissent nettement (distribution d'actions, etc...). On évite, par contre, d'accorder des augmentations de salaire que les travailleurs ont tendance à considérer comme un dû. Dans tous les cas, ce que l'on cherche à éviter, c'est une négociation qui fasse apparaître les organisations syndicales et les travailleurs eux-mêmes comme une force, et en tant que force, comme susceptibles de peser dans les décisions. La théorie des « syndicats-courroie-de-transmission » a fait des adeptes. Patronat et gouvernement veulent les réduire à ce rôle. Les grandes décisions économiques, y compris celles qui concernent les salaires, sont prises par ceux qui disposent de l'autorité : le pouvoir politique et le pouvoir patronal ; — le rôle des syndicats est, avant les décisions, de présenter de vagues doléances, après les décisions, d'expliquer celles-ci aux travailleurs.

La résistance ouvrière

Les dernières vagues de revendications, l'argumentation des syndicats des différentes branches, comme des différentes centrales montrent que, dans les faits, cette politique rencontre une résistance active, une résistance qui s'accroît au fur et à mesure que le projet gaulliste se précise. La tenue des congrès confédéraux de la C.G.T. et de la C.F.T.C. peut être une occasion de faire le bilan de la situation sur le Front syndical.

Il y a unanimité pour repousser les prétentions gouvernementales et patronales à trancher unilatéralement. Il y a unanimité dans la volonté de battre en brèche le principe d'auto-

rité. En pratique, aussi bien en ce qui concerne la Fonction publique que le secteur privé, la plupart des mouvements revendicatifs actuels sont réalisés dans une unité d'action très large. Alors que l'an dernier, dans la Fonction publique par exemple, des mouvements de même nature avaient amené de sérieux accrochages, cette année l'unité d'action apparaît la règle. Rien ne se fait en dehors d'elle. Elle se réalise presque normalement quand le climat revendicatif a fait mûrir les possibilités d'action. Il y a là l'accentuation d'une tendance déjà apparue l'année dernière dans le secteur privé.

Mais pourtant, malgré des unités d'action plus généralisées, la division syndicale demeure profonde et elle n'est pas un simple mythe. On peut penser qu'elle ressortira nettement par exemple des congrès C.G.T., C.F.T.C.

A LA C.G.T. :

Souci d'organisation, front unique et refus des alliances

LA préparation du congrès de la C.G.T. a montré la persistance de deux préoccupations. La première, que l'on avait déjà pu déceler il y a deux ans, tend à accorder une plus grande importance aux problèmes d'organisation, de formation, de méthode. Au début de cette année (nous en avons déjà parlé dans *Tribune Socialiste*, n° 50, p. 6), deux journées nationales, l'une sur les comités d'entreprise, l'autre sur les droits syndicaux ont marqué cette préoccupation. Elle s'est concrétisée dans la reprise par la C.G.T. de la revendication de reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise.

Dans le dernier numéro du *Peuple*, une tribune libre consacrée à l'expérience du syndicat *Sud-Aviation* à la Courneuve rejoint d'autres comptendus mis en vedette, depuis deux ans notamment, par Léon Mauvais. Le progrès de l'influence syndicale dans l'usine y est présenté comme résultant surtout d'un effort d'organisation et de démocratie à la base. Tout cela est positif. Même si de pareils efforts sont entrepris par pur souci d'efficacité technique, pour « réaliser intelligemment » la politique de front unique à la base, il n'empêche qu'ils créent le cadre d'une future discussion. Si le cadre est créé, la discussion viendra un jour.

Mais, parallèlement, et de façon beaucoup plus visible et beaucoup plus massive, le congrès de la C.G.T. se fera autour des deux grandes thèses qui découlent de celui du P.C.F. : mise en avant de la politique de Front unique à la base contre celle d'alliance d'organisations et refus, devant les projets gaullistes, de réelles contre-propositions visant à dépasser les revendications partielles et à généraliser les luttes. L'an dernier à pareille époque nous assistions à une politique de grèves tournantes qui pouvait être considérée comme simplement tactique et aboutissant objectivement à une généralisation. Aujourd'hui, les revendications partielles apparaissent plus nettement comme une donnée de la stratégie du P.C.F. elle ne vise que la réalisation, à partir de petites revendications, du Front unique à la base.

Derrière tout cela, il y a bien entendu la ligne thorézienne. Le P.C.F., de plus en plus, s'enferme dans le camp retranché de son opposition intransigeante et verbale. Il se proclame leader de l'opposition et il attend, en coupant les contacts, en refusant les alliances qui feraient apparaître à côté de lui d'autres opposants.

La C.G.T. est appelée à s'aligner sur cette attitude. Cela signifie d'abord qu'à l'intérieur de la C.G.T. doit s'opérer le même refus d'alliances qui se traduit ici par le refus de discuter avec d'autres que les communistes de la ligne à suivre.

Renfort des positions molletistes

Le même phénomène s'observe dans le comportement des militants communistes à la F.E.N. Les discussions se font plus rares, les accords de compromis sont dénoncés, les attaques contre les autres tendances sont systématisées. Encore une fois il s'agit de donner l'image du P.C.F. opposant unique.

Cette attitude renforce par contre-coup les positions molletistes. A la F.E.N., tels ou tels militants, rebuts par l'intransigeance thorézienne, redeviendront sensibles à l'anticommunisme systématique de la S.F.I.O. et chercheront du côté de celle-ci un appui politique. A Force-Ouvrière, se produisent des phénomènes analogues qui ont la même cause indirecte. A la C.F.T.C., la tentation molletiste est évidemment moindre au départ sans être tout à fait inexistante. En tous cas, de façon générale le premier résultat de la politique thorézienne c'est de démontrer, en quelque sorte par l'absurde que le molletisme est encore une force...

LA C.F.T.C. :

Pour des revendications globales

LE congrès de la C.F.T.C. ne sera sans doute marqué par aucun événement majeur. Il se situera dans la ligne d'une évolution en cours. Il y a quelques mois, l'on avait parlé de l'éventualité d'un changement de titre et de statuts. Certaines fédérations, notamment la Chimie, avaient pris l'offensive dans ce sens. Une violente contre-offensive de la droite a fait craindre non seulement qu'une scission intervienne mais qu'elle ne se produise pas dans les conditions les meilleures. A moins,

donc, d'une initiative de cette même droite, il n'y aura pas au Congrès de discussion sur ce point et l'on se bornera à désigner une commission et à prévoir, pour le mois d'octobre, la sortie d'un rapport répondant à la question de savoir si la C.F.T.C. est adaptée au besoin actuel du syndicalisme français et, si elle ne l'est pas, ce qu'il faudrait faire pour qu'elle le devienne. Au plan des hommes, le congrès marquera une accentuation du *gauchissement*. Il n'est pas impossible qu'un mois après celui-ci, Eugène Descamps accède au secrétariat général, Levard devenant président et Bouladoux passant au plan international.

Le principal rapport discuté traitera des salaires. A partir d'une étude générale de la structure de la réalité des salaires en France le rapporteur aboutira à des propositions de revendication générales qui peuvent se résumer ainsi. Les négociations doivent désormais porter sur les salaires réels et non sur les minima et tout salaire doit être négocié. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce rapport mais il apparaît dès maintenant qu'en proposant à l'ensemble des syndicats d'une tendance des mots d'ordre généraux auxquels puissent se rattacher tous les mots d'ordre partiels ou tactiques il vise à constituer une riposte globale aux projets gouvernementaux. Ce rapport, dit sa présentation, complète celui d'il y a deux ans sur la planification démocratique. (La première démocratisation économique, c'est, en effet, la négociation sur les salaires, l'unification de ceux-ci). Le présent rapport a toutefois l'avantage de donner des mots d'ordre plus immédiatement concrétisables une riposte plus immédiate aux thèses de Chalandon et du C.N.P.F. L'on comprend toutefois que le caractère de cette riposte, son aspect de contre-proposition constructive place le congrès de la C.F.T.C. à l'opposé stratégique de celui de la C.G.T.

Unité organique et divergences stratégiques

Ainsi la situation syndicale fait apparaître une double caractéristique. Il semble qu'il y ait davantage de possibilité d'unité tactique (sauf si toutefois la tendance thorézienne se refuse des alliances même au niveau tactique allait en s'accroissant). Par contre l'unité organique apparaît toujours aussi jointaine dans la mesure même où il existe entre les principaux intéressés des divergences stratégiques grandissantes.

Certes, on pourrait imaginer une discussion sur l'unité qui se limite au problème de la démocratie, par exemple sur les bases statutaires proposées par le M.S.U.D. Mais il est bien évident qu'en réalité une pareille discussion ne peut avoir lieu dans la mesure justement où l'éventuelle discussion démocratique porterait sur des thèses stratégiques trop éloignées pour être conciliables. La détermination d'une majorité détruirait les chances de l'une de ces thèses et c'est finalement un risque qu'actuellement ni les tenants de l'une ou ceux de l'autre ne peuvent courir. Au moment précis où ces deux thèses s'affirment et se séparent plus nettement que jamais, et c'est seulement à partir de fait nouveau, que le problème de l'unité organique pourra avancer.

Il est évident que le problème posé n'est pas purement interne au syndicalisme. Il s'agit en fait, dans une des thèses comme dans l'autre d'une conception générale de la lutte contre le gaullisme et le capitalisme moderne. Le P.S.U. devra donc là aussi préciser sa position. En étudiant les grandes questions économiques, les grandes questions sociales, en proposant ses conclusions aux discussions des syndicalistes, et des centrales syndicales, si possible; en cherchant à opérer aussi souvent que possible une confrontation des points de vue, en refusant d'admettre la thèse communiste du « syndicat-courroie-de-transmission », il contribuera à éviter que la situation ne se fige; ce qui, aujourd'hui, apparaît comme le danger le plus grave.